

Culture(s) et Éducation scolaires, universitaires, populaires



pour changer d'air
d'aire et d'ère...

N°3

Dans ce numéro...

[R]éflexion de saison

Débattre

Ce que nous apprend la [R]echerche

Du dérèglement climatique

[R]étro(per)spective

L'école et l'écran

Vous avez dit Cultu[R]e

Peut-on éduquer à la culture ?

Mai 2019



Et un et deux et trois...

Comme promis, voici donc le numéro 3 de votre revue [R]

Notre tour du monde éducatif et culturel en 80 pages se poursuit.

Cette fois [R] nous invite à :

- [passer par l'Écosse](#) en nous présentant l'originalité de son système éducatif
- réfléchir au [dérèglement climatique](#)
- rencontrer [Xavier Pons](#), chercheur en Éducation
- poser la question de [la transmission de la culture](#)
- évoquer [l'histoire de l'éducation](#) et des écrans
- voyager pour « [habiter le monde](#) » avec Arts et Vie
- interroger [la notion de débat...](#)

avec, évidemment, [quelques illustrations et respirations](#)

Ça n'a l'[R] de rien, mais dans ce monde pressé et troublé, prendre le temps d'une pause pour lire, réfléchir, s'évader, se ressourcer, se projeter... est un luxe dont personne ne devrait se priver.

Bonne escale
dans ce troisième
numéro de [R]

Somma[R]e...



05

Edito

06-09

(R)éflexion de saison
[Débattre]

10-17

Ce que nous apprend la (R)cherche



Du dérèglement
climatique

18-19

Expé(R)ience esthétique
en pa(R)tage

20-25

Le grand ent(R)etien



Xavier Pons

26-27



Un peu d'ai(R)

28-33



(R)egards d'ailleurs
L'Écosse

34-43

(R)étro(per)spective



L'école
et l'éc(R)an :

44-45

(R)espiration

46-52

Vous avez dit Cultu(R)e



Peut-on éduquer
à la cultu(R)e ?

53-61

La petite fab(R)rique des partenaires



Habiter le monde... un rêve ?
Avec Arts et Vie... une réalité !

62-64



En B(R)èves

[R] 65



Je m'abonne à la revue (R)

66-72

Pour alle(R) plus loin...

73-75

Quelques lectu(R)es...

76-77

Ils ont cont(R)ibué...
à la réalisation de ce numéro 3 de (R)

Le monde change. Vite et profondément. Ses évolutions perturbent et déstabilisent.

Certain.e.s imaginent que seul un retour en arrière permettrait de retrouver l'équilibre. Comme s'il y avait eu un âge d'or, un paradis perdu. Comme si avant c'était mieux...

Pour d'autres, c'est la course en avant. Le progrès sans limite. L'homme et la société augmentés.

Comme un enfant qui découvre la marche, c'est plus vraisemblablement par petits pas en avant que nous progresserons, à condition de savoir et de bien choisir où poser ses pieds, dans quelle direction, sur quel chemin... et si justement éduquer c'était cheminer avec, si « éduquer à » signifiait accompagner...

[R]egardons lucidement ce que la recherche nous apprend du dérèglement climatique, de ses causes anthropiques, des décisions qui n'ont pas été prises au bon moment, des lobbies et des sceptiques qui n'ont pas pris leurs responsabilités... et puisque nous ne pouvons pas rejouer le film, apprenons à agir maintenant, chacun à sa mesure.

[R]éfléchissons avec Xavier Pons à la construction des politiques éducatives. À ces réformes qui se succèdent en France sans qu'elles aient le temps d'aboutir. À ces lois qui alternent entre arguments techniques et convictions idéologiques et qui à la manière d'un puzzle refusent de dire ou de décrire une vision globale et consensuelle de l'Éducation.

[R]appelons-nous qu'avant de vivre dans une société connectée, les écrans de

cinéma, puis de télévision ont aussi fait leurs apparitions et ont questionné l'école et plus largement le monde éducatif. Ciné-club, télé scolaire ont précédé l'EMI (l'éducation aux médias et aux images) parce qu'il vaut toujours mieux apprendre à s'éduquer avec que de les interdire.

[R]etenons que la culture se transmet. Pas seulement dans la petite enfance comme un héritage, carcan auquel on ne saurait échapper. Mais aussi par acquisition, par rencontre, par imprégnation, par découverte, par altérité avec la culture des autres. Et là aussi, un travail d'Éducation, c'est-à-dire d'accompagnement, est nécessaire.

[R]ecourons à un autre modèle éducatif, celui de l'Écosse, ce pays du Royaume-Uni qui voudrait, lui, rester dans l'Europe. Non pour comparer, mais pour s'enrichir des différences, s'inspirer de leurs réussites et expériences, se nourrir de leurs combats et revendications et comprendre que la seule priorité demeure la réussite de toutes et tous.

[R]evenons sur la notion de débat. Pas seulement parce qu'il est dans l'air du temps, à la mode, mais parce qu'il est un mode d'échange qui se cherche, une manière de tenter de construire de la participation. Qu'il impose des règles claires, demande des méthodes d'animation, nécessite une technicité... parce que débattre ça s'apprend.

[R]êvons d'habiter le monde, ses cultures, ses paysages, ses richesses, ses diversités et laissons-nous guider par Arts et Vie à la découverte d'un tourisme culturel différent, respectueux, enrichissant, associatif, exigeant, sensible, qui invite à devenir « citoyen.ne.s du monde ».

Puisque notre monde est en mutation écologique, économique, culturelle, éducative, politique, soyons des acteurs de ces transformations. À sa mesure, [R] nous ouvre quelques pistes et voies que nous pourrions choisir de suivre...

Denis ADAM

Rédacteur en chef

Délégué général du Centre Henri Aigueperse – UNSA Education

[R]

N° 3

Directeur de Publication :

Frédéric MARCHAND,

Rédacteur en Chef :

Denis ADAM,

Rédacteurs :

Béatrice LAURENT

Christian Champendal

Benoît KERMOAL

Illustrations :

Olivia GIBOZ - ALF - Maurice Mazalto

Photos : Fotolia - UNSA Education

Maquette : Tactic Impressions -

01 39 86 19 08

Dépôt Légal : Mai 2019

Tirage : 700 exemplaires

[Débattre]

« Il vaut mieux débattre d'une question sans la régler que la régler sans en avoir débattu. »

Joseph Joubert

Il est traditionnel d'affirmer qu'en France on aime débattre, c'est-à-dire selon la définition du CNRTL « *discuter avec vivacité et chaleur en examinant les aspects contradictoires d'une question, d'une affaire, etc* ». ¹ Du « *journal des débats* » tenu pendant la Révolution de 1789 au grand débat de 2019, s'illustrerait ainsi 230 ans de culture de débat.

À l'heure de la participation citoyenne, la notion de débat est même présente dans les textes législatifs. Ainsi l'article 46 de la loi du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique affirme que « *tout projet de réforme sur les problèmes éthiques et les questions de société soulevés par les progrès de la connaissance dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé doit être précédé d'un débat public sous forme d'états généraux* ». Quant à la loi du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement, elle institue dans son article 2 la création de la Commission nationale du débat public. Instance qui fut finalement mise en place en 2002.

¹ <http://www.cnrtl.fr/definition/d%C3%A9battre>



Mais il y a débattre et débattre...

L'Assemblée nationale, le Sénat, les assemblées territoriales, les conseils municipaux sont par nature des lieux de débats. Mais ils sont des débats indirects, des débats par procuration, puisque celles et ceux qui débattent sont des représentants. Et sur bien des points « *mis au débat* », rien ni personne ne les a réellement mandatés quant à leurs prises de position.

Ainsi en est-il de la démocratie représentative. Si la possibilité de débattre en est une des caractéristiques qui la distingue des régimes autocrates ou totalitaires, elle n'est souvent l'apanage que de quelqu'un.e.s.

Le débat public est plutôt rare. Les vicissitudes et les tergiversations de celui qui, durant de nombreuses années, a entouré la question de la construction ou non d'un aéroport à Notre-Dame-des-landes en a montré toutes les difficultés et tous les écueils.

➤ Du débat au conflit

« *Les conflits humains sont d'abord les manifestations de débats et ceux qui s'expriment violemment, y compris les guerres, ne sont, pour paraphraser le sombre mot de Carl Von Clausewitz, que des débats qui se prolongent sur un mode différent* » écrit Anatol Rapoport en 1967. Ainsi donc le conflit serait l'expression d'un débat, dans lequel les protagonistes d'opposés deviennent opposants et adversaires.

Notre époque craint et fuit le conflit. La période est davantage à la recherche du compromis, du consensus, de l'accord, plus qu'à l'expression de la contestation et à l'affrontement. Verbale, symbolique ou physique, la violence fait peur. Elle est condamnée et rejetée. Les approches insurrectionnelles portées par les partis politiques révolutionnaires sont marginalisées. Elles ne correspondent pas à l'esprit du temps. Pour autant, et sans que cela puisse en aucun cas justifier une quelconque violence, les conflits nécessitent d'éclater. Muselés sous une forme d'acceptation subie, mais socialement acceptés, ils risquent de se renforcer pour éclater plus tard et bien plus violemment. La psychologie montre que souvent c'est le décentrement de l'objet du conflit qui permet sa gestion positive. Aussi, cercle vertueux, le débat - et particulièrement le débat à visée philosophique - peut avoir cette vertu de mettre des mots, une réflexion, mais aussi une distance, entre les protagonistes d'un conflit, leur permettre de dire leurs différences, leurs désaccords ainsi que leur respect pour les idées de l'autre, bien qu'elles ne soient pas partagées.

➤ Du débat à la délibération

Si le débat peut et doit aider à la prise de décision, il est indispensable qu'il soit inscrit dans un cadre précis avec des règles claires et que particulièrement les modes de délibération soient connus de tous les participants au débat. Face à la difficulté de décider en grand nombre, à part par un vote qui, à l'exception des cas d'unanimité, crée systématiquement deux camps, celui des vainqueurs majoritaires et celui des vaincus car minoritaires, la manière dont les éléments du débat sont pris en compte, et par qui, dans les décisions doit être explicite. Il y a leurre lorsqu'un débat débouche sur des décisions très éloignées de l'expression même du débat, n'en reflètent pas la teneur, voire semblent l'avoir précédé. Les élaborations collectives, les recours à

des jurys comme dans les conférences de consensus, peuvent être des démarches intégrant la délibération au processus même du débat participatif.

LA RESTITUTION



Et si débattre c'était (aussi) se débattre

Dans un débat, il s'agit de se faire entendre. Non en criant plus fort, mais par la pertinence des propos et des arguments qui cherchent à convaincre. Il s'agit donc d'élaborer sa propre pensée et de la confronter à celle des autres. De cet échange, chacun.e peut sortir grandi.e. Sans abandonner ses idées, elles sont affinées, améliorées, augmentées, enrichies par la confrontation.

Abandonner ses idées pourrait être identifié au fait de se noyer dans celles des autres. Se débattre pour

les faire progresser peut conduire à construire un socle plus stable, plus solide, plus facilement partageable. À l'image de cette fable racontée par Steven Spielberg dans « Arrête-moi si tu peux » : « Deux petites souris tombent dans un seau de crème. La première souris abandonne très vite et se noie, la deuxième se débat tellement fort qu'elle change la crème en beurre. À partir de maintenant je suis cette deuxième souris ».

Débattre ça s'apprend !

Officiellement l'éducation au débat s'inscrit de manière déjà ancienne dans les programmes scolaires. Elle fait partie intégrante de l'éducation morale et civique. Le débat à visée philosophique trouve aussi sa place dans l'enseignement.

Le numéro 401 des Cahiers pédagogiques « *Débattre en classe* » affirme « *l'école républicaine se doit de faire du débat une base de l'éducation à la citoyenneté. Car les institutions de « démocratie représentative » comme les délégués élèves, les conseils de la vie lycéenne, d'établissement, etc., ne prendront sens et vie que par des débats effectifs.* »

L'objectif est double. Il est citoyen, mais il est aussi pédagogique. Comme le précise Michel Tozzi, Professeur émérite en sciences de l'éducation à l'Université P. Valéry de Montpellier « *les didacticiens des différentes disciplines ont montré que le débat est formateur, démarche d'apprentissage de savoirs et savoir-faire, par la confrontation sociocognitive des représentations, la mise à l'épreuve par la discussion d'hypothèses et d'arguments. Par exemple le débat en français développe des compétences langagières, orales, argumentatives, et assoit l'estime de soi. En mathématiques, il confronte des raisonnements et des propositions de solutions à des problèmes. En sciences de la nature, il teste des hypothèses explicatives de faits ou d'expériences. En EMC (enseignement moral et civique), le programme préconise désormais la Discussion à Visée Philosophique (DVP), car elle développe le jugement moral, par exemple en discutant sur des dilemmes moraux. J'ai notamment développé sur le premier point (la citoyenneté), et en EMC (pour l'apprentissage du jugement moral), le dispositif de la DVD*



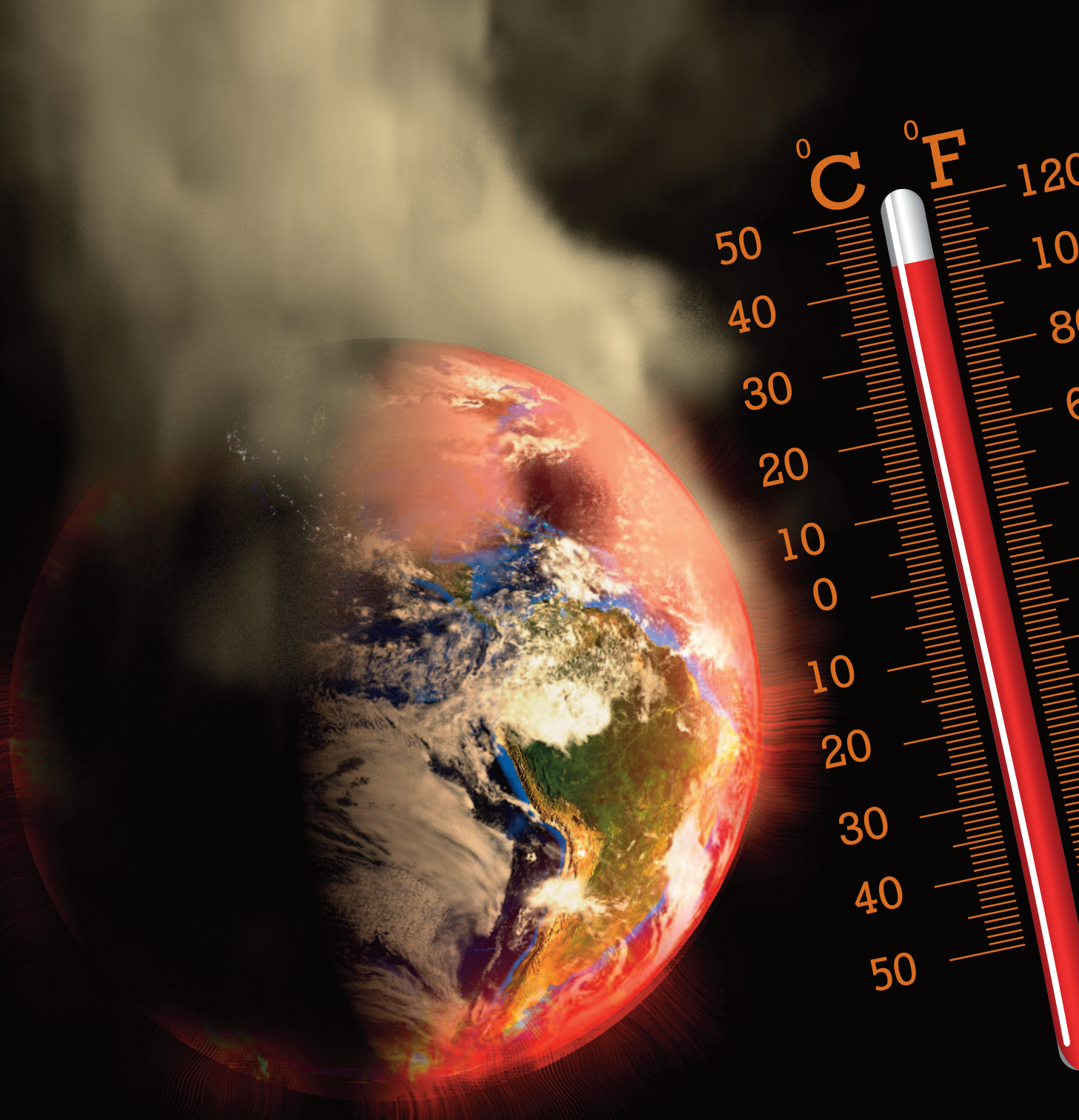
N'est-ce pas ?

(Discussion à Visée Démocratique et Philosophique), éducation à une citoyenneté réflexive. Les deux visées sont ici combinées : citoyenne et philosophique... Droit d'expression mais avec des exigences intellectuelles de problématisation, de conceptualisation et d'argumentation. »

Pour que le débat ne se limite pas à l'échange du « *café du commerce* », il est indispensable que le débat soit mené, animé, ce qui nécessite des compétences de gestion de groupe mais aussi des exigences sur les contenus échangés afin qu'ils ne soient ni des « *conversations convenues ni des flots de préjugés* ».

S'il y a une exigence à former les enseignants pour être capable de mettre en place en classe une véritable éducation au débat, on peut certainement se demander à juste titre si dans les territoires, dans les communes, dans les ministères et administrations, ces mêmes compétences ne devraient pas être développées afin de permettre régulièrement l'expression du débat citoyen...

Une véritable éducation populaire qui mériterait pour le moins... d'en débattre !



Du dérèglement climatique

[« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs »]

Tel était le constat d'alerte lancé par le président Jacques Chirac dans son discours devant l'assemblée plénière du IV^e sommet de la Terre à Johannesburg le 2 septembre 2002. Déjà tardive, cette prise de conscience que le réchauffement climatique était un danger pour la nature et l'humanité, n'aura eu que très peu d'impact quant aux priorités données aux politiques d'environnement.

Le GIEC dans ses rapports successifs tend à montrer l'ampleur de la catastrophe qui se dessine à court ou moyen terme si rien n'est fait et confirme que l'activité humaine est la cause principale du changement climatique.

« *Si le pire n'est toujours certain* » (pour reprendre le titre d'une des comédies du poète et dramaturge espagnol Pedro Calderon de la Barca), il est ici fort probable.

Pour agir, il faut savoir. Sortir de l'indifférence commence donc par faire un point sur les apports de la recherche scientifique dans le domaine du réchauffement de la planète Terre.

➤ Changement climatique : de quoi parle-t-on ?

Quelques généralités sont certainement utiles à rappeler pour commencer.

Tout d'abord, le climat terrestre est soumis à variation. La longue histoire de notre planète en témoigne. Périodes de glaciation et de réchauffement ont alterné au fil des 4,5 milliards d'années écoulées et caractérisent les ères géologiques longues de plusieurs millions d'années. Ces ères n'étant pas uniformes, elles sont découpées en grandes périodes puis en époques. Ainsi, l'ère cénozoïque, débutée il y a 65 millions d'années est encore la nôtre, mais à l'intérieur, l'holocène définit l'époque à laquelle est né l'agriculture et donc a débuté la sédentarisation des peuples humains. À la suite du prix Nobel de chimie Paul Crutzen, de nombreux chercheurs s'accordent pour reconnaître l'irruption depuis la révolution industrielle d'une nouvelle époque, voire d'une nouvelle ère, l'anthropocène, avec son lot de changements dont celui du climat.



Qu'est-ce qu'un changement climatique ? C'est l'ensemble des variations des caractéristiques du climat en un endroit donné et sur un temps long. Il se traduit soit par un réchauffement, soit par un refroidissement.

Un dérèglement climatique correspond donc à une modification durable (pouvant aller de 30 ans au million d'années) des paramètres statistiques (paramètres moyens, variabilité) du climat global de la Terre ou de ses divers climats régionaux.

C'est cette notion de durabilité d'ailleurs qui est la caractéristique distinguant la météo (la variation du temps à court terme) du climat définit des périodes longues de stabilité ou d'évolution continue (de glaciation, de réchauffement...).

De nombreux critères interviennent dans la construction du climat. Les principaux sont l'énergie solaire, « l'effet de serre », les circulations des courants atmosphériques et océaniques... du moins jusqu'à la période récente.



Un dérèglement anthropique

En effet si les changements peuvent être dus à des processus intrinsèques à la Terre ou à des influences extérieures dans l'espace, il apparaît nettement que l'évolution climatique actuelle est de nature anthropique, c'est-à-dire due aux activités humaines.

Malgré le scepticisme de certains, les scientifiques ont mis en évidence que l'accélération du réchauffement du climat terrestre est majoritairement le fait des émissions de gaz à effet de serre engendrées par les activités humaines, modifiant la composition de l'atmosphère de la planète.

Ainsi, aux variations naturelles du climat, viennent s'ajouter ces effets de l'activité humaine. Mais eux-mêmes sont amplifiés, accélérés et démultipliés par cette évolution : un cercle vicieux qui conduit à un dérèglement climatique encore plus rapide et important.

Il faut en effet parler de dérèglement plus justement que de réchauffement, même si celui-ci en est un des symptômes le plus visible. Les données météorologiques mettent en évidence qu'effectivement, année après année, la Terre bat des records de chaleur. Mais tempêtes, tsunamis, typhons et autres phénomènes, se multiplient également. Par ailleurs, les calculs prévisionnels des scientifiques émettent diverses hypothèses et ne proposent pas un seul modèle d'évolution uniforme sur toute la planète. Ainsi la fonte des glaces des pôles peut entraîner la montée du niveau de certaines mers, modifier les courants et donc à la fois rendre arides des territoires, en noyer d'autres, alors que c'est un climat plus froid qui s'installera sur d'autres.

Le rendez-vous manqué

[des années 1980]

Si l'urgence semble éveiller une récente prise de conscience, l'inquiétude liée au dérèglement climatique n'est pas nouvelle. De nombreuses alertes ont déjà eu lieu. Une longue enquête du « *New York Times* », avec le soutien de la fondation Pulitzer, montre que, dans les années 1979 à 1989, il aurait été possible de mettre en place des mesures importantes pour réduire les émissions de carbone et comment les attermolements américains ne l'ont pas permis¹.

En 1979 se réunit à Genève la première conférence mondiale sur le climat. Des scientifiques de 50 pays affirment de manière unanime qu'il est « *urgent d'agir* ». Pour autant rien ne sera fait, ou si peu. Telle une enquête policière, Nathaniel Rich, journaliste au quotidien new-yorkais, invite à découvrir les étapes de cet échec.

Comme toujours, il y a les précurseurs : Gordon MacDonald qui dès les années 1960 étudie les effets du carbone ; Rafe Pomeroy qui après avoir lu un des rapports sur les travaux du premier, le contacte et entreprend avec lui d'éveiller les consciences par des conférences, des interviews, des rencontres... ; des modélistes dont Jim Hansen ou Akio Arakawa qui élaborent des projections sur les effets possibles des émissions de carbone sur la Terre et son climat ; enfin Jule Charney, considéré comme le père de la météorologie moderne et qui est placé à la tête du premier comité scientifique indépendant chargé de ces études sur le climat.

¹ <https://www.nytimes.com/interactive/2018/08/01/magazine/climate-change-losing-earth.html>



La difficulté est de mobiliser autour d'un phénomène « *possible* » et dont les résultats ne seront visibles que lorsqu'il sera trop tard. Pour autant, l'enquête montre qu'en 1980 l'administration de Jimmy Carter comme les grands groupes pétroliers sont prêts à agir et à orienter le développement vers les énergies renouvelables.

Mais le temps politique joue contre ces bonnes volontés. « *Son élection nous rend fous de joie* », aurait dit le président de l'Association nationale du charbon en parlant de Ronald Reagan qui devient alors le nouveau président des États-Unis. Celui-ci envisage la suppression du conseil pour l'environnement et demande la démission du directeur de l'agence de recherche sur l'énergie solaire.

Réchauffe

C'est d'un jeune sénateur démocrate, nommé Albert Gore Jr. (dit Al Gore) que le sujet redevient d'actualité. Ses auditions conduisent le directeur du département de recherche d'Exxon à se prononcer en faveur d'un nouveau modèle d'énergie, reconnaissant que le système capitaliste était « *moins que satisfaisant* » pour gérer l'effet de serre, et affirmant qu'Exxon allait « *inventer* » un nouvel avenir d'énergies renouvelables.

Si l'administration de Reagan ne peut s'opposer à Exxon, elle temporise, attendant les résultats des travaux scientifiques demandés à l'Académie Nationale des Sciences. Or ceux-ci concluent, du moins en public, à la prudence certes, mais pas à l'urgence. « *Le message d'un panel de super-scientifiques au peuple inquiet du célèbre réchauffement climatique : vous pouvez faire avec* », titre le Wall Street Journal, alors que le conseiller scientifique de Reagan critique « *l'alarmisme non indispensable* » de l'Agence pour la protection de l'environnement et affirme comme « *seule action recommandée : continuer la recherche* ». Ce que s'empresse d'appliquer Exxon qui se donne du temps « *pour trouver une solution technologique adaptée à l'effet de serre* ».

La découverte du « *trou dans la couche d'ozone* » au-dessus de l'Antarctique, associée à une hausse des cancers de la peau, une baisse des récoltes agricoles et du plancton, change la donne en 1985. L'administration Reagan propose une diminution des gaz CFC de 95% et le Sénat américain ratifie la Convention de Vienne.

En 1988 États-Unis et Union soviétique s'engagent à coopérer sur le réchauffement climatique. L'été qui suit est un des plus chauds que connaît l'Amérique. Le Sénat décrète que « *le réchauffement peut être détecté avec 99% de certitude. Il change notre climat. Il est temps d'arrêter de tergiverser, l'effet de serre est là.* »

C'est dans cet état d'esprit que se déroule la Conférence mondiale de Toronto sur le changement atmosphérique, avec 400 participants, scientifiques et politiques, qui s'engagent dans la déclaration finale pour une diminution de 20% des émissions à l'horizon 2005.

Dans le même temps, le sujet du climat s'invite dans la campagne électorale américaine, mais aussi dans d'autres pays comme en Allemagne, en Norvège, et même dans la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher,





ement

ancienne chimiste, qui déclare que « *la santé de notre économie et celle de notre environnement dépendent complètement l'une de l'autre* ». L'ONU de son côté, avec l'Organisation météorologique mondiale initie le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, avec l'objectif de préparer un futur traité global.

Le poids de l'industrie n'a pas dit son dernier mot. En 1989, John Sununu, chef du personnel de la Maison-Blanche de l'administration Bush, exige que les délégués américains ne prennent aucun engagement à la réunion du GIEC à Genève.

En novembre de la même année, se tient la conférence ministérielle de Noordwijk, aux Pays-Bas. Alors que l'ambition est qu'au minimum, les délégations s'entendent sur un gel des émissions de gaz à effet de serre, maintenues en 2000 au seuil de 1990, les États-Unis avec l'approbation de la Grande-Bretagne, du Japon et des Soviétiques forcent la conférence à abandonner l'objectif d'un gel des émissions. La déclaration finale se contentant de préciser « *que « plusieurs » nations soutiennent la stabilisation des émissions* », sans plus de précisions. Même si les optimistes peuvent saluer le fait que « *c'est la première fois que les États-Unis admettent le concept de limite des émissions* », l'échec de la conférence de Noodwijk marque la fin d'une décennie qui aurait pu prendre les bonnes décisions dans la lutte contre le dérèglement climatique. Alors que « *tout le monde sait depuis 40 ans* » ce qu'il faudrait faire, ce temps perdu, fait aujourd'hui cruellement défaut.



Il s'agit pour autant de ne pas baisser les bras. Cette enquête du New York Times, pourrait devenir un film et participer à la prise de conscience collective de l'urgence environnementale comme ce fut le cas avec le film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, construit avec les scientifiques du GIEC.

0,5°C

[qui peuvent tout changer ?]

Ce que nous apprend la [R]cherche

Ainsi, depuis plus de 30 ans, le GIEC¹ rend compte régulièrement dans ses rapports de l'état des connaissances scientifiques sur l'évolution du climat, sur ses causes et sur ses impacts. Le dernier en date approuvé le 8 octobre 2018 à Incheon, en République de Corée, étudiait les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C.

Nourris de plus de 6 000 citations de références scientifiques et grâce à la contribution dynamique de milliers d'experts, ainsi que d'évaluateurs d'institutions publiques du monde entier, ce rapport fruit de la collaboration de quatre-vingt-onze auteurs et éditeurs-réviseurs issus de 40 pays, met en évidence deux éléments majeurs. Tout d'abord, il atteste que les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1°C sont déjà bien réelles : l'augmentation des extrêmes météorologiques, l'élévation du niveau de la mer et la diminution de la banquise arctique en témoignent. Ensuite, il démontre qu'un certain nombre de conséquences des changements climatiques pourraient être évitées si le réchauffement était limité à 1,5 °C, et non à 2°C ou plus.

Ainsi, d'ici à 2100, le niveau de la mer à l'échelle de la planète monterait de 10 cm de plus avec un réchauffement à 2°C au lieu de 1,5 °C. À 2°C d'augmentation la probabilité que l'océan arctique soit libre de glace en été serait d'au moins une fois tous les dix ans alors qu'elle ne serait que d'une fois par siècle si le réchauffement est limité à 1,5 °C. Un réchauffement de 1,5 °C, marquera la disparition de 70 à 90 % des récifs coralliens ; ils seront anéantis (à plus de 99%) avec un réchauffement de 2 °C.

Si un réchauffement de 1,5°C risque déjà d'entraîner des changements pérennes ou irréversibles, tels que la disparition de certains écosystèmes, une augmentation supérieure sera bien plus catastrophique encore. Aussi pour le GIEC « *le fait de limiter le réchauffement planétaire donnerait la possibilité aux populations et aux écosystèmes de s'adapter et de rester en-dessous des seuils de risque pertinents.* »

Restant constructifs, les experts du GIEC constatent que « *certaines des types de mesures qui seraient nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5 °C sont déjà mis en œuvre dans le monde, mais il faudrait néanmoins accélérer le rythme* », insistant sur le fait que la limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C nécessite des transitions « *rapides et de grande envergure* » dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment, du transport et de l'urbanisme. Ainsi, « *les émissions mondiales nettes de dioxyde de carbone (CO₂) d'origine anthropique devraient être réduites d'environ 45 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici à 2030, et il faudrait atteindre un « bilan nul » des émissions aux alentours de 2050, ce qui signifie que les émissions restantes devraient être compensées en éliminant du CO₂ de l'atmosphère* ».

Les scientifiques concluent que « *du point de vue des lois de la physique et de la chimie, la limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C est possible, mais il faudrait, pour la réaliser, des changements sans précédent* », précisant que « *la limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C et non à 2 °C minimiserait les effets, lourds de conséquence, sur les écosystèmes, la santé*

¹ En anglais The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) <https://www.ipcc.ch/>

et le bien-être des populations, et il serait ainsi plus facile d'atteindre les objectifs de développement durable définis par les Nations Unies ».

La responsabilité est donc renvoyée aux décideurs politiques et économiques : « *les décisions que nous prenons aujourd'hui sont indispensables si l'on souhaite assurer à chacun d'entre nous un monde sûr et durable,*

aujourd'hui comme demain. [...] Ce rapport présente aux décideurs et aux professionnels les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions relatives aux changements climatiques, en tenant compte des spécificités locales et des besoins des populations. Les années à venir seront sans doute les plus importantes de notre histoire ».

➤ Quand les sciences interrogent le politique

Ainsi du domaine scientifique, la question écologique devient éminemment une préoccupation d'ordre politique. Cette évolution n'est pas nouvelle. En France, René Dumont est l'un des premiers porte-paroles de l'écologie politique. Et si son score aux élections présidentielles de 1974 est très faible (1,32% des voix), sa campagne alerte sur la fragilité des ressources naturelles et les dangers qui pèsent sur elles et l'urgence à agir. Aujourd'hui, la campagne des élections européennes de mai 2019 place l'enjeu environnemental parmi les sujets les plus abordés.

Si des climato-sceptiques demeurent, ils semblent moins nombreux et moins écoutés. Les travaux scientifiques, comme ceux relayés par le GIEC, montrent au quotidien, non seulement la réalité du dérèglement climatique, mais son lien étroit avec les activités humaines. Agir pour le climat relève donc davantage de décisions politiques (sur la manière de vivre, de produire, de consommer...) que d'une action scientifique. Au cœur des démarches entreprises, on relève le recours à la politique des petits pas : une manière de responsabiliser chacun.e à faire sa part, comme l'illustre la fable du colibri chère à Pierre Rabbi¹. Les incitations aux économies d'énergies, aux tris des déchets, la lutte

contre les gaspillages (en particulier de l'eau...) et la surconsommation... vont dans ce sens et cherchent à mobiliser l'ensemble de la population. L'approche environnementale est également un enjeu d'éducation. Si une première circulaire instaure l'éducation au développement durable dès 1977 dans les programmes de l'Éducation nationale, sa mise en œuvre fut très progressive et ce n'est réellement que durant cette dernière décennie que la dimension interdisciplinaire et citoyenne a pris de l'ampleur comme le montre la démultiplication récente des textes.²

Mais au-delà des programmes scolaires, de nombreuses actions d'éducation à l'environnement sont portées par les écoles et établissements scolaires, comme par les associations d'éducation populaire ou les conseils d'enfants et de jeunes et des jeunes eux-mêmes³. Ainsi les enquêtes montrent que les jeunes sont davantage sensibilisés aux questions environnementales même s'ils demeurent dans l'ensemble assez pessimistes quant aux évolutions à venir⁴. Les faire devenir acteurs d'une démarche écologique permet de relier les connaissances scientifiques dont ils sont de mieux en mieux informés avec des initiatives citoyennes : une manière de développer l'écocitoyenneté.

¹ <https://www.colibris-lemouvement.org/mouvement/legende-colibri>

² <https://www.education.gouv.fr/cid205/l-education-au-developpement-durable.html>

³ <https://centrehenriaigueperse.com/2018/12/14/avenir-environnemental-et-si-la-lecon-venait-des-plus-jeunes/>

⁴ <https://centrehenriaigueperse.com/2018/12/27/environnement-les-jeunes-davantage-informes-mais-pas-encore-mobilises-a-lecocitoyennete/>

Expé[R]ience esthétique en pa[R]tage

*Métamorphoses,
hybridations
et autres tendances
à la recomposition.*

Les artistes contemporains ne sont pas imperméables aux problématiques de leur époque. Et c'est encore plus criant pour la jeune génération européenne, grandie après la chute du mur de Berlin, qui fait vivre la scène artistique de ce continent. Ils s'imprègnent du passé et font vivre les enjeux du présent : recyclage, surconsommation, constructions identitaires,... un art qui interroge et donne à penser, à conscientiser.



Kostas Lambridis, né en 1988, vit et travaille à Athènes.
The elemental Daybed, 2019, matériaux composites.

L'artiste entre dans le monde du design, en s'inspirant de formes du passé et en recomposant un mobilier neuf aggloméré de matériaux nobles et de récupération.

*Œuvres issues de l'exposition Jeunes artistes en Europe, le
Fondation Cartier pour l'art contemporain, printemps 2019, Paris, catalo*



La démarche du duo **Formafantasma** (Amsterdam) est toute autre, il s'intéresse aux déchets électroniques. Ils ont mené une investigation auprès de scientifiques et industriels, d'ONG. Ils conçoivent ensuite, forts de leurs connaissances apprises, des meubles à l'esthétique épurée dans lesquels sont insérés des rebuts électroniques : téléphones portables, grilles de micro-ondes, claviers d'ordinateurs,...

Tenant of culture, alias Hendrickje Schimmel, née en 1990, vit et travaille à Londres.

Reproduisant l'atmosphère de boutiques de vêtements, son travail explore l'impact des tendances de la mode. Préoccupée par la surproduction et le gaspillage, elle donne à voir des pièces composées en patchwork de friperies.



*es métamorphoses,
gue éponyme disponible.*

Le grand ent[R]etien

Xavier Pons



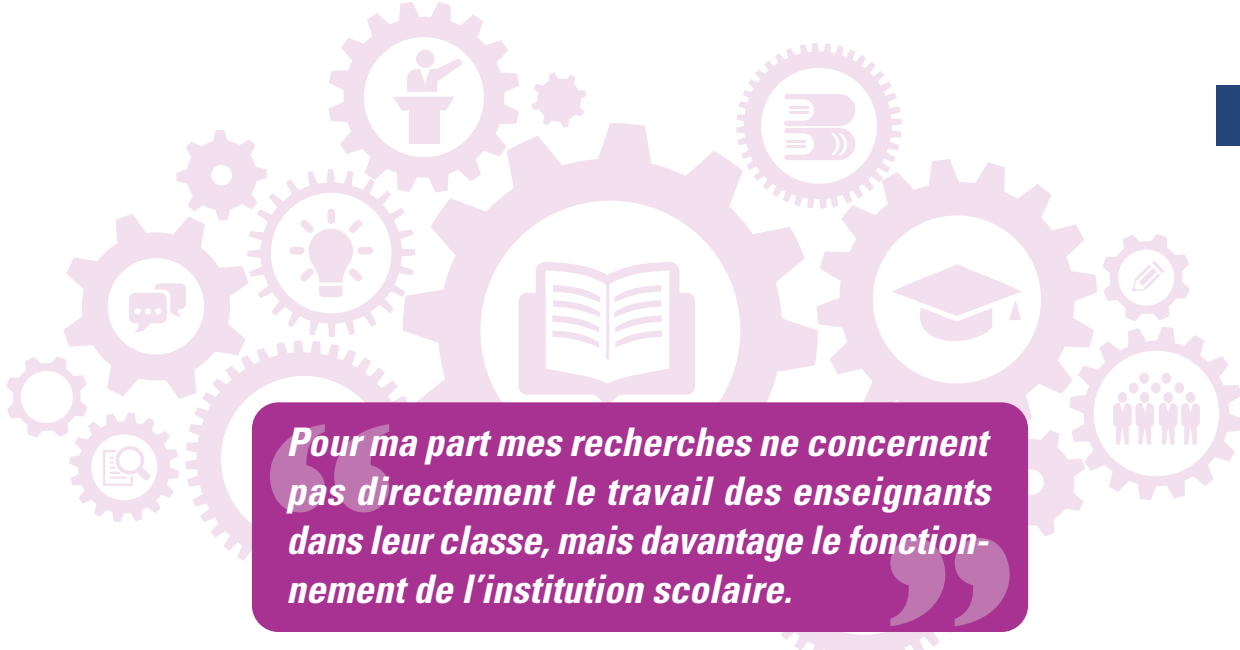
1

[R] : Peut-être quelques mots de présentation tout d'abord pour faire mieux connaissance ?

Xavier Pons : *Actuellement maître de conférences à l'Université Paris Est Créteil, je suis un produit de la démocratisation scolaire, venant d'un milieu modeste. Nourri aux sciences économiques et sociales en classe préparatoire, à l'ENS de Cachan puis à Sciences-Po, ma première recherche a porté sur l'étude de l'inspection générale de l'Éducation nationale, puis ma thèse m'a conduit entre 2004 et 2008 à analyser l'action de l'ensemble des acteurs de l'évaluation.*

Une autre recherche a été importante pour moi : de 2009 à 2011, elle étudiait les politiques d'évaluation des systèmes scolaires de quatre pays européens (La France, l'Angleterre et la Suisse). Il s'agissait d'une commande du Centre Henri Aigueperse et cela m'a permis de mener avec Hélène Buisson-Fenet un projet comparatif de dimension internationale.

« Mes travaux concernent donc essentiellement l'étude des outils mis en place, comme l'évaluation, le contrat, pour essayer de changer la régulation des systèmes scolaires. »



Pour ma part mes recherches ne concernent pas directement le travail des enseignants dans leur classe, mais davantage le fonctionnement de l'institution scolaire.

2

[R] : Il s'agit donc d'un travail en sciences de l'éducation, une discipline parfois remise en question ?

Xavier Pons : Oui... c'est aussi un travail en sociologie, en science politique. Les approches en sciences de l'éducation peuvent être très diverses, même si elles sont caractérisées par deux pôles fortement marqués, l'un proche de la sociologie, l'autre de la psychologie. Lorsque vous invitez des chercheurs cela ne se voit pas forcément, c'est un dialogue ouvert. Mais lorsqu'il y a recrutement sur un poste à l'université ou réponse à des appels d'offre de recherche, le clivage se fait davantage ressentir.

Cela dit, il y a un travail à faire en science de l'éducation pour clarifier les apports de cette discipline, pour bien cartographier les différentes traditions d'analyse en présence, pour les consolider. Il y a toute une partie de la recherche (par exemple de l'IFé, des LEA, du Centre

Savary...) qui pénètre bien le corps enseignant. Sur certains territoires et Lyon en est un très bon exemple, la recherche en éducation associe la pratique des enseignants.

Mais effectivement, il y a une mauvaise presse tenace contre les sciences de l'éducation. Il n'y a pas de section sciences de l'éducation au CNRS, ce qui tend à déconsidérer un peu la recherche dans ce champ (seule une unité mixte de service associant chercheurs du CNRS et universitaires a été créée à Lyon en 2016).

Je souhaite que les interrogations actuelles soient une opportunité pour les sciences de l'éducation de préciser clairement leur projet et leur apport.

Pour ma part mes recherches ne concernent pas directement le travail des enseignants dans leur classe, mais davantage le fonctionnement de l'institution scolaire.



3 [R] : Vous avez aussi mis en évidence des caractéristiques très présentes dans le discours en éducation ?

Xavier Pons : Effectivement la structuration du débat public en éducation relève de quatre mécanismes que l'on peut retrouver ailleurs (dans le sport par exemple) mais qui sont très présents en éducation. Ce sont l'appel aux émotions, aux sentiments, les routines, la politisation et la fragmentation. Ainsi l'on assiste à une sorte de découplage, d'un côté les acteurs institutionnels de l'éducation qui sont dans la technicité, de l'autre le grand public et les médias qui mettent en avant les questions de valeurs ou les positions de principes.

Par exemple expliquer la formation des enseignants avec la masterisation est invendable quand on est journaliste (par exemple à BFM TV), sauf à montrer un enseignant qui n'a pas été formé et qui va faire son premier jour de classe...

4 [R] : D'une certaine manière, l'actuel ministre remet de la technicité dans le débat public sur l'éducation ?

Xavier Pons : Ce ministre n'est effectivement pas un professionnel de la politique. Il a une connaissance institutionnelle très forte du système scolaire français avec les différentes fonctions qu'il a exercées (recteur, DGESCO,...). Il est donc présenté comme quelqu'un issu du secteur. Et il faut reconnaître que c'est un ministre qui parle techniquement de l'éducation et qui, dans un débat, a des arguments techniques. Cela a pour effet de réintroduire de la technicité dans le grand débat médiatique mais d'un autre côté, cela se fait sous la

forme de l'attachement au charisme politique (tel que le décrit très bien Agnès Van Zanten). On attend donc de Jean-Michel Blanquer qu'il ait ce charisme, ces qualités exceptionnelles qui permettront de sortir de la crise et de dessiner la politique éducative de demain, plus qu'on ne l'interroge sur le bien-fondé de son discours technique.

5 [R] : Cette politique, vous la caractérisez de puzzle ?

Xavier Pons : Nous sommes face à une politique des petits pas. Les réformes vont dans plusieurs directions. Mais il me semble que le schéma d'ensemble n'est jamais exposé. Dans la loi, il y a des éléments, mais pas une vue d'ensemble. Quand on lit les ouvrages de Jean-Michel Blanquer, il y a des pistes, mais elles ne sont pas toutes mises en système. Je pense que c'est un choix de stratégie politique. Annoncer demain d'emblée un changement d'ampleur susciterait des critiques, des réactions, des craintes à différents niveaux du système. Prenons le primaire, si les EPLE des savoirs fondamentaux vont au bout de leur logique dans un contexte où l'on demande aux inspecteurs territoriaux de faire de l'évaluation collective, publique et régulière des établissements et que l'on s'appuie sur un rapport de l'inspection générale qui montre que la circonscription est un découpage administratif propre à l'Éducation nationale qui n'a plus beaucoup de sens, alors se pose la question du devenir des IEN comme chefs de circonscription et le positionnement des directeurs d'école. L'ensemble peut conduire à un changement profond du premier degré. Il n'est pas annoncé comme tel pour l'instant par le ministre.



Quand les évaluations sont destinées aux acteurs internes, notamment aux directions des établissements, il est possible de débattre, de se positionner par rapport à d'autres établissements similaires.

6

[R] : Mais l'État stratégie est une démarche régulière des gouvernements ?

Xavier Pons : Pour avoir mené durant plusieurs années des travaux sur l'évaluation et sur ce que l'on fait des résultats de l'évaluation, il est difficile de dire que l'on a un État stratégie. Pour pouvoir l'affirmer, il faudrait avoir défini des objectifs de politique éducative. Parmi les objectifs existants peu sont réellement chiffrés et opérationnels : ceux de la LOLF par exemple sont révélateurs de ce manque.

7

[R] : Il y a aujourd'hui une volonté affirmée de plus d'évaluation. Cela va donc dans le bon sens ?

Xavier Pons : Quand les évaluations sont destinées aux acteurs internes, notamment aux directions des établissements, il est possible de débattre, de se positionner par rapport à d'autres établissements similaires. Il est possible d'avoir un feedback sur les performances afin d'ajuster le projet. C'est un outil au service des professionnels au sein de l'institution.

Les rendre publiques, c'est ouvrir la voie à des acteurs extérieurs qui vont en faire un usage plus ou moins sérieux, qui vont les intégrer dans leurs stratégies, notamment les parents. Ainsi le système n'est plus régulé uniquement de l'intérieur par un travail des professionnels de l'éducation, mais il devient aussi régulé par l'extérieur, par la demande, et ce encore davantage dans un contexte où le ministre ne dit rien sur la carte scolaire.

Évidemment, le ministre pourrait à juste titre rétorquer que cette vision de l'évaluation n'est pas ce qui est prévu dans la loi. Mais elle ne prendra tout son sens qu'en fonction du choix d'être dans un renforcement ou une libéralisation de la carte scolaire.

« C'est là qu'il faut mettre les pièces du puzzle ensemble pour comprendre. Mais ce n'est pas fait. Les discours sont très techniques mais ne présentent pas une vision globale du projet de politique scolaire. »

8 [R] : La refondation de l'école portée par Vincent Peillon puis Najat Vallaud-Belkacem s'est heurtée à de nombreuses incompréhensions voire rejets de la part des enseignants. L'école de la confiance de Jean-Michel Blanquer génère à présent aussi ses détracteurs et ses oppositions. Aucune réforme de l'école n'est donc possible ?

Xavier Pons : Il y a deux stratégies de gouvernement totalement différentes. D'un côté, un modèle bottom-up qui vise à organiser une grande concertation, à construire un diagnostic partagé, à associer les acteurs à la réflexion sur les mesures à mettre en œuvre et ensuite à ouvrir un certain nombre de chantiers de manière progressive, avec le succès ou pas. Ce type de méthode a l'avantage de se présenter comme démocratique (même s'il ne faut pas se leurrer sur l'organisation des ateliers...), participative et donc d'offrir le risque de permettre à l'opposition de se structurer à chaque étape et donner l'impression de ne pas avancer.

Impression, car il faut du temps. En Suisse le processus d'harmonisation scolaire entre les cantons, débuté en 2001, n'est pas encore achevé.

La refondation s'est arrêtée au bout de cinq ans, il faudrait pouvoir la comparer avec des réformes inscrites davantage dans la durée, car, bien que je ne fasse pas la défense de cette politique, elle était porteuse d'un certain dialogue avec les parties prenantes et l'instauration de certaines réformes de fond, qui ont été saluées à l'époque par l'OCDE.

Aujourd'hui la stratégie du gouvernement est totalement différente. Je ne l'ai pas encore étudiée comme objet de recherche, mais elle donne l'impression de vouloir aller rapidement sur un certain nombre de sujets, quitte à surprendre parfois le débat public et aller plus vite que ce que le débat et les professionnels sont susceptibles d'accueillir comme nouvelles réformes. Le fait de séparer les dossiers, de les techniciser, donc de les dépolitiser, rend la contestation plus difficile. Toute la question est de savoir si la politique de Jean-Michel Blanquer ce n'est que cela ou si, et j'en ferais davantage l'hypothèse, il y a un schéma de transformation majeure qui est visé in fine et qui n'est pas avoué.

Mais dans les deux cas, et même après le vote d'une loi, il y a espace pour l'action politique si celle-ci consiste à dire ce que la société doit être.

9 [R] : Pour autant tout n'a-t-il pas déjà été diagnostiqué, jusqu'au choc PISA dont vous avez écrit qu'il n'a pas eu lieu en France ?

Xavier Pons : Définitivement, il n'y a en effet pas eu de choc PISA comme cela s'est passé en Allemagne, c'est-à-dire le déclenchement d'une mise en œuvre de réformes structurelles rapidement en prenant appui sur les résultats de PISA et les indignations, les mécontentements que cette enquête avait suscités dans le débat public. Considéré ainsi, il n'y a pas eu de choc PISA en France. Il y a par contre une utilisation de plus en plus forte de PISA dans les discours sur l'éducation et la conception des politiques à mener, au risque de récupérer les résultats des évaluations PISA comme alibi ou justification.



Une chose est de connaître le diagnostic. Une autre de passer au traitement. Et au traitement adapté.

Nous manquons de travaux de recherche sur la manière dont les partis politiques construisent leur offre de politique éducative (dans la veine du travail d'Ismail Ferhat sur le parti socialiste et la FEN). On est en effet souvent frappé par ce que des candidats à de grandes élections peuvent proposer dans le champ de l'éducation alors qu'on peut supposer que sur un sujet qui concerne 12 millions d'élèves et leurs familles, près de 900 000 enseignants, il y a là de quoi emporter les électeurs. De la même manière, au Parlement, on retrouve les mêmes arguments souvent plus idéologiques que techniques et qui ne creusent pas suffisamment les véritables difficultés pour proposer les solutions pertinentes.

10 [R] : Vous formez des personnels éducatifs. Que leur proposez-vous alors ?

Xavier Pons : *Un cours sur les politiques éducatives peut très vite désenchanter le réel. Alors je propose une posture réflexive afin de pas prendre pour acquis ce qui prétend l'être, critique afin de mener une analyse, un diagnostic fin et positif pour trouver les leviers pour agir.*

La recherche en sciences de l'éducation doit aider à comprendre les mécanismes d'apprentissage des élèves. Mais au-delà des démarches pédagogiques et didactiques, elle doit aussi permettre le développement d'autres compétences comme le travail collectif, l'intercatégoriel, la division du travail éducatif... car, que la

réforme actuelle aille jusqu'au bout de sa logique ou non, les enseignants du secondaire ne sont plus seulement professeurs d'une discipline, mais de plus en plus enseignants dans tel établissement. Face à un système qui s'est terriblement complexifié à tous les niveaux, il faut trouver un équilibre entre l'échelon national et le local afin de permettre aux forces de converger, de se mobiliser pour aller dans le même sens. Et cela est un cap politique.

11 [R] : Pour conclure cet échange quel est votre point positif, votre « bon point » sur ces politiques éducatives que vous analysez ?

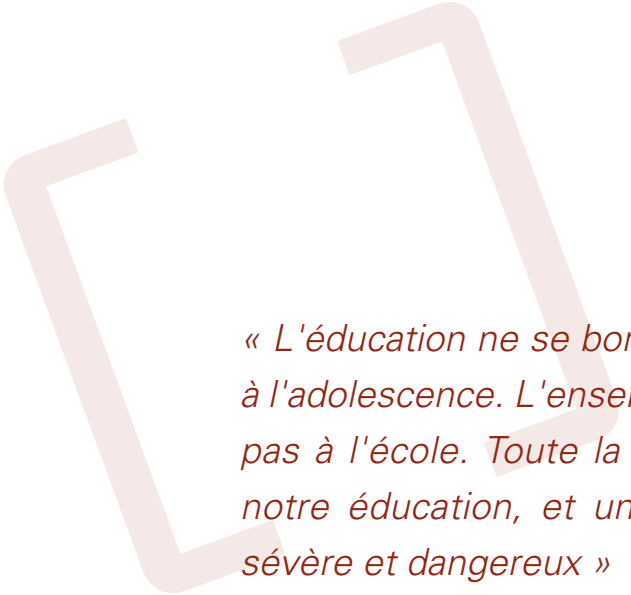
Xavier Pons : *Le point positif que je voudrais mettre en avant : au cours de mes recherches, j'ai dû interroger 500 à 600 personnes, acteurs du système éducatif à tous les niveaux (sauf des élèves) et à chaque fois j'ai rencontré des acteurs particulièrement investis, qui y croient, lucides sur toutes les difficultés, mais avec un vrai intérêt, une envie, une réelle motivation (et pas seulement à cause du biais de la situation d'enquête).*

12 [R] : Et le point le plus négatif ?

Xavier Pons : *Certainement le poids des déterminismes (sociaux, culturels, politiques...) très (trop) forts, dont il est difficile de s'affranchir. Ils sont tellement intériorisés, que parfois ils tournent au jeu de rôle, à la caricature, conduisant à refuser de se poser des questions et à faire confiance à l'identité et la compétence professionnelles des acteurs éducatifs.*



Olivia Giboz



« L'éducation ne se borne pas à l'enfance et à l'adolescence. L'enseignement ne se limite pas à l'école. Toute la vie, notre milieu est notre éducation, et un éducateur à la fois sévère et dangereux »

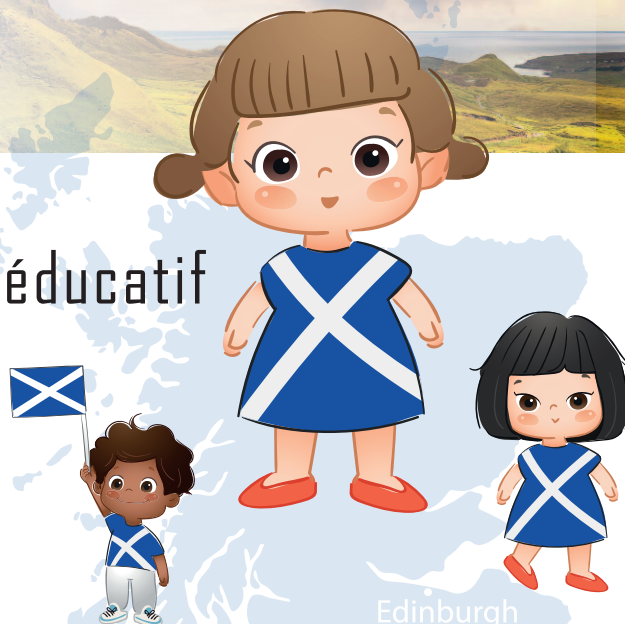
Paul Valéry

Un peu d'ai[R]

Un peu d'ai[R]

L'Écosse, un système éducatif européen du Royaume-Uni

Un système éducatif inclusif, qui a le souci de réduire sa fracture sociale, d'aider à la réussite de tous et donner sa chance à chacun. Une préoccupation du bien-être, de la santé et des choix pour trouver professionnellement sa place dans la société.

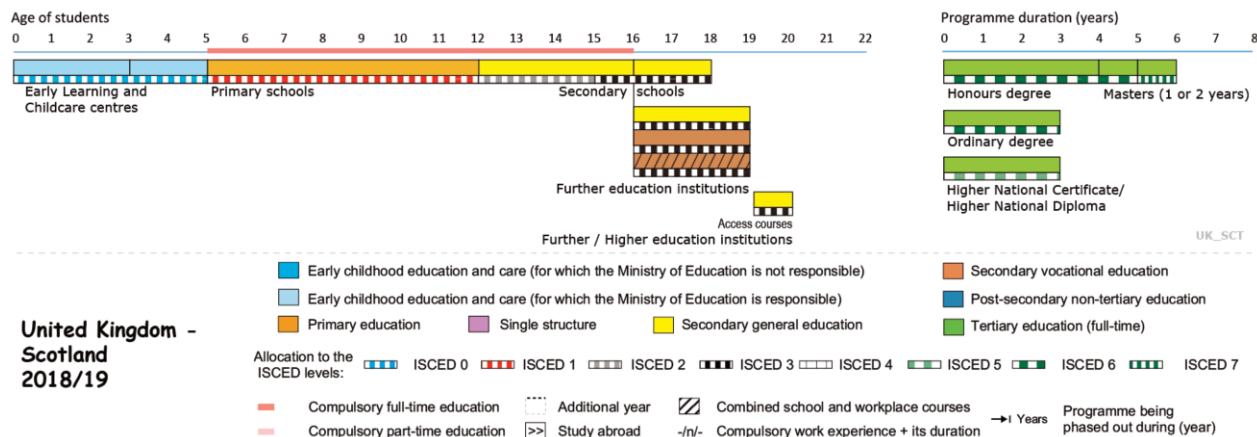


Une connaissance du système écossais nécessite de rappeler quelques particularités :

Un territoire de 7 792 500 hectares, un tiers de la superficie du Royaume-Uni pour seulement 8,2% de sa population, de grandes disparités urbaines et rurales, des clivages culturels et socio-économiques. Un budget total de £5 milliards environ géré et distribué principalement par les 32 autorités locales du pays pour l'éducation d'environ 700 000 élèves.

➤ Unités éducatives en Écosse par niveaux :

Enseignement Précoce Maternelle	Éducation Publique Primaire	Éducation Publique Secondaire	Éducation Privée	Écoles Spéciales
2514	2031	359	100	141



Le Curriculum for Excellence (CfE)

Un programme unique ambitieux pour l'éducation en Écosse, est créé pour tous les élèves de 3 à 18 ans. Il insiste particulièrement sur les attendus et les compétences des élèves dans 8 domaines (littératie, numératie, santé et bien-être), la personnalisation des parcours pour une insertion sociale réussie et la flexibilité donnée aux professionnels. Un programme unique ambitieux pour l'éducation en Écosse, est créé pour tous les élèves de 3 à 18 ans.



Le National Qualifications Framework / Scottish Credit Qualifications Framework (NQF / SCQF)

En lien avec les niveaux d'étude, ce cadre unifie l'ensemble des certifications écossaises, développe une échelle progressive pour les jeunes à partir de 15 ans, référenciant les compétences nécessaires pour qualification plutôt que niveaux d'étude attendus.

Eurydice, site de la Commission européenne, précise toutes les informations souhaitées :

https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/eurydice/content/glossary-76_en



Patricia Watson, *inspectrice du HMle (HM Inspector of Education, assistante directrice à Education Scotland - Foghlam Alba (ES))* **résume les caractéristiques principales du système éducatif écossais :**

- une géographie particulière avec la diversité des situations urbaines et rurales ;
- une volonté de prendre en compte les disparités socio-économiques, de traiter pauvreté et réussite scolaire, d'offrir une perspective inclusive pour la réussite de tous les élèves ;
- la préoccupation de la santé physique, mentale, du bien-être et du stress dans les apprentissages.

- un système distingué dans le RU, qui allie autonomie et flexibilité, une évaluation critériée des établissements par l'inspection (HMle, intégrée au sein de ES en 2011 après fusion avec Learning Teaching Scotland) publiée, qui vise à l'amélioration des performances par l'accompagnement des équipes autonomes dans la conduite du changement ;
- une préoccupation grandissante de recrutement de professionnels de l'éducation ainsi qu'un besoin de moyens pour parvenir à ces ambitions.

**Nous avons participé en juillet 2018 à une session de formation estivale entre inspecteurs d'un groupe de travail britannique d'Irlande du Nord, Angleterre, Écosse, Pays de Galles, la Faculty Development Alliance (FDA).*



➤ Un « vieux » syndicat bien présent pour l'avenir de tous...

Plus ancien syndicat d'éducation du monde et premier syndicat d'éducation en Écosse (avec 80% de syndicalisation des enseignants du pays du primaire au supérieur), EIS a remporté par une négociation de haut vol une augmentation de salaire conséquente pour tous les enseignants des premier et second degrés : 13.51% échelonnés sur 3 ans, soutenue par la CoSLA (associations des autorités locales, équivalent de nos collectivités territoriales). La campagne Value Education, Value Teachers qui a mobilisé 30 000 enseignants dans la rue et la menace d'une grève, inédite depuis 30 ans, ont permis de mettre la pression nécessaire et d'assurer cette victoire.

EIS est affiliée à Scottish Trades Union Congress (STUC), Trades Union Congress (TUC) et Education International (EI) and the European Trade Union Committee for Education (ETUCE).



The Educational Institute of Scotland
46 Moray Place, Edinburgh, EH3 6BH



Andrea Bradley



Bill Ramsay



Alison Thornton

Nous avons rencontré le secrétaire général Larry Flanagan et de nombreux membres de l'exécutif, dont la présidente Alison Thornton, le vice-président Bill Ramsay et Andrea Bradley secrétaire nationale chargée des questions internationales, qui ont précisé spécificités et points forts de leur organisation.

ducatif



EIS a une **stratégie** de mobilisation et d'organisation syndicale de l'ensemble de ses membres à tous niveaux, pour la **négociation** collective. Ceci l'éloigne un peu d'une **identité** de « *syndicat de services* », même si de nombreux services sont toujours proposés (remplis par des permanents) : conseil et soutien professionnel ; fonds bénévole de soutien, assurances, assistance, conseils juridique et financier, impôts, une carte de membre privilégiée pour réductions et offres promotionnelles.

L'ADN d'EIS consiste bien en cette capacité de **négociation collective, de mobilisation, sa représentativité**, celle d'un « *syndicat qui représente la voix de tous ses membres* » affiliés des métiers de l'éducation, outre celle des enseignants. Si la **revendication salariale** a constitué un volet important du début de l'année, elle fait partie d'une plateforme large d'une campagne « **Value teachers Value education** », étayée par une enquête, qui inclut d'autres préoccupations : **charge de travail** (de 35 à 46h hebdomadaires), **respect des contrats de travail, tâches administratives, besoins éducatifs et enfants à besoins particuliers, budgets éducatifs...**

- https://www.tuceducation.org.uk/pluginfile.php/96167/mod_resource/content/1/story.html
- <https://www.eis.org.uk/>
- <https://www.youtube.com/watch?v=7vA54LRCSKY&feature=youtu.be>
- <https://www.eis.org.uk/Policy-And-Publications/Policies-And-Guidance>

Reconnue et respectée, l'organisation travaille avec le **gouvernement central** (*Pact project*) et les autorités locales afin de promouvoir valeurs démocratiques, collégiales et action collective, dans un esprit de négociation et réformisme. EIS publie également des travaux de recherche et de formation.

Notre « *vieille Alliance* » avec EIS

En janvier dernier, la revendication salariale était débattue en assemblée plénière des délégués, quand une délégation fédérale UNSA-Éducation d'enseignants, personnels de direction et inspecteurs était accueillie au niveau syndical et institutionnel autour des pratiques d'inspection et d'évaluation d'établissements, pratiquées par HMIE, Intégrée à l'ES en 2011.



Trainspotting

Choose your future.
Choose life.



➤ Une éducation informelle dynamique forcément !

Les scènes de Trainspotting film culte des années 90 sont encore dans les esprits, qui illustrent une capitale européenne grandiose, Edimbourg ("Athènes du Nord"), socialement fracturée avec taux records d'héroïnomanie, décès par SIDA et chômage, dans ses quartiers populaires de Leith, Muirhouse,...

L'éducation informelle, *Community Learning and Development* (CLD), est importante en Écosse. Éducation des jeunes, des adultes, familiale, tout au long de la vie, les objectifs du CLD d'améliorer par l'éducation, le développement personnel et la citoyenneté active les chances de tous à tout âge, visent aussi à développer des communautés influentes, résilientes, inclusives, capables d'aider tous leurs membres.

Une illustration est ce groupe multipartenariat soutenu par la municipalité d'Edimbourg, la sécurité sociale (NHS), les syndicats et employeurs, les galeries d'art et musées ainsi que les associations. Ouvert à tous, ciblé, coopératif et collaboratif, évalué et qui vise à réduire les inégalités grâce à l'action de personnels qualifiés, il pro-

pose entre autre : une entreprise coopérative sociale et environnementale organisant évènements, sorties, des formations syndicales professionnalisantes par le Communications Workers Union (CWU) : informatique, communication, langues étrangères, ... des échanges interculturels inter-âges au sein de la communauté : arts, cultures, politique, citoyenneté, des cours pour tous adultes la journée, le soir ou les fins de semaine, avec certification SCQF Groupes d'activités féminins « *Muirhouse women's group* » : santé, social et citoyenneté ; un « *café associatif* » grossesse, maternité et éducation pour échanges d'expérience et conseil obstétrique, médical avec certification possible. Toutes ces actions permettent aussi de valider des compétences du **Curriculum for Excellence**.



Ewan Aitken

<https://education.gov.scot/scottish-education-system/cld/about+community+learning+and+development> : CLD sur le site officiel de l'Éducation écossaise

<http://cldstandardscouncil.org.uk/> : site officiel écossais de l'Éducation informelle

<https://www.weascotland.org.uk/> : principale association caritative reconnue en Angleterre et en Écosse pour l'éducation-formation aux adultes : littéracie, numéracie, TICE, ESOL, activités créatives, santé bien-être...

Remerciements : Alison Thornton (EIS), Andrea Bradley (EIS), Patricia Watson (ES),
Ewan Aitken - www.cyrenians.scot @ewanaitken - @cyrenians1968

L'école et l'éc[R]an :

une histoire mouvementée depuis plus d'un siècle



Alors l'écran, partenaire ou fossoyeur de l'École et de l'Éducation ?

Tablettes, écrans, smartphones, jeux vidéo... Les élèves d'aujourd'hui maîtrisent tout un ensemble d'outils qui prennent une place grandissante dans notre quotidien. Celles et ceux que l'on appelle les *digital natives* (que l'on pourrait traduire par « *enfants du numérique* ») ont les yeux rivés sur leur écran, au grand dam parfois de leurs parents ou de leurs professeur.e.s. Et les plus conservateurs s'inquiètent de cette civilisation du numérique qui laisserait de côté le livre et la culture classique. Il serait toutefois injuste de considérer que l'utilisation des outils numériques ne concerne que les plus jeunes d'entre nous. Depuis la fin des années 1990, c'est en effet l'ensemble de nos sociétés modernes qui sont marquées par ce que Gérard Berry, professeur au Collège de France, appelle « *l'hyperpuissance informatique* ». Internet, réseaux sociaux, algorithmes, chaînes d'information continue, services de vidéos à la demande sont autant d'innovations indispensables dans notre vie de tous les jours. Tout passe par des écrans, à la fois surface qui permet la projection d'images et interface qui facilite la communication.

Ces écrans si présents aujourd'hui, ont fait leur entrée dans notre quotidien à la fin du XIX^e siècle avec l'invention du cinéma, puis plus tard avec la conception des téléviseurs. Quelle que soit sa taille, l'écran sert de support de diffusion des images, animées ou non. L'école ne pouvait rester à l'écart de cette présence multiforme des écrans et de la diffusion des images : mais quels usages éducatifs en faire ? Dès l'invention du cinéma, la question est posée, et c'est pourquoi un regard rétrospectif sur les usages éducatifs de

l'écran peut être pertinent aujourd'hui. Pour mieux comprendre notre présent numérique et informatique, retracer les usages des écrans à l'école depuis la naissance du cinéma jusqu'à aujourd'hui permet de mieux saisir les enjeux actuels, mais aussi d'apprécier les innovations pédagogiques et leur réception dans la société. Alors l'écran, partenaire ou fossoyeur de l'école et de l'éducation ? Nous vous proposons dans cet article de revenir sur l'histoire mouvementée des écrans dans le monde de l'éducation.

De l'invention du cinématographe... ...au cinéma éducateur

Les premières projections cinématographiques des frères Lumière à partir de 1895 ont été investies d'une mission d'apprentissage : les images animées pouvaient aider à faire comprendre la réalité mais aussi à apprendre par la démonstration. C'est pour quoi autorités et pédagogues se sont emparés très rapidement de la question de l'utilisation du cinéma dans l'éducation. Les lois scolaires de la III^e République ont permis la construction de nombreuses écoles sur tout le territoire et ont introduit de nouvelles façons d'enseigner : on ne pouvait plus se contenter d'enseigner comme avant, tant le grand nombre d'élèves obligeait à renouveler les pratiques et à faire preuve d'innovation pédagogique.

Aux côtés du classique tableau noir, on trouve ainsi de nombreuses images afin d'illustrer les cours dans les classes. La Ligue de l'enseignement a créé en 1893 un service des projections lumineuses pour fournir des outils plus innovants : il s'agit de projeter des images et des photographies par l'intermédiaire de plaques de verres et de lanternes. Mais au même moment ou presque, l'invention du cinéma offre de nombreuses possibilités qui ne vont pas tarder à être exploitées par quelques éducateurs.



Dans les années qui suivent la naissance du cinéma, on trouve déjà des ciné-clubs militants, avec par exemple l'Avenir cinématographique de Gustave Cauvin, qui est un militant laïc proche du mouvement ouvrier¹. Il est persuadé de l'efficacité propagandiste du cinéma, et de son intérêt dans l'éducation. On lui doit la création de plusieurs offices pour diffuser des films, aussi bien dans un cadre militant que pour des buts éducatifs. Il devient un des principaux animateurs du mouvement du cinéma éducateur qui se développe après la Première Guerre mondiale. Au même moment, Paul Painlevé, Ministre de l'Instruction publique confie par décret en 1916 le soin de chercher les meilleurs moyens de diffuser et d'utiliser le cinéma dans les branches de l'enseignement.

¹ Sur Gustave Cauvin (1886-1951) voir sa notice biographique dans le Maitron <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article153850>



Les pouvoirs publics, associés à la Ligue de l'enseignement et à quelques instituteurs innovants jettent les bases d'une utilisation du cinéma à l'école. Dans l'entre-deux-guerres est ensuite créée l'Union française des offices du cinéma éducateur laïque (UFOCEL) qui coordonne toutes les initiatives dans ce domaine. Dans chaque département, cette structure propose l'utilisation de films éducatifs à l'école. Il faut pour ce faire tout d'abord disposer d'un matériel fiable et sécurisé. Dans l'opinion et dans certains journaux, on craint en effet l'usage du cinéma à l'école car les pellicules sont inflammables ; il ne faut pas mettre en péril les enfants et la sécurité est un enjeu essentiel. De plus, le matériel est coûteux. Mais les innovations techniques sont rapides et on peut disposer alors d'appareils fiables et d'usage plus pratique. On doit souligner le rôle essentiel de la Ligue de l'enseignement dans la diffusion des usages pédagogiques du cinéma à cette époque. Cela se fait dans un contexte concurrentiel avec l'école privée, qui cherche également de son côté à utiliser les films dans sa pratique scolaire.

Ce sont les institutrices et les instituteurs qui jouent le rôle de projectionnistes et deux types d'activités sont proposés : le cinéma d'enseignement est destiné aux enfants sur le temps scolaire, avec la diffusion de films documentaires sur les points du programme qu'il faut illustrer. Ces documentaires muets sont accompagnés de fiches techniques qui permettent aux enseignant.e.s de mieux expliquer les images que l'on peut voir. Le but est ici double : donner du sens à ce que l'on doit appren-

dre en permettant de voir ce qui doit être étudié, mais aussi susciter la curiosité des élèves en utilisant du matériel innovant. Il faut dire que le cinéma fait progressivement son entrée dans la société française et que, pour beaucoup d'élèves, les projections de films en classe sont souvent la première fois qu'ils ont l'occasion de voir un film. Ainsi, entre 7 000 et 9 000 appareils de projection sont utilisés dans les classes sur tout le territoire à la fin des années 1930. C'est à peu près le même nombre que d'appareils de projection pour le cinéma commercial à la même époque, ce qui montre que son usage est très répandu dans les classes. De plus, cela concerne souvent des territoires ruraux qui ne disposent pas en dehors des projections scolaires de salles de cinéma¹.

À côté des séances purement scolaires, il n'est pas rare que le jeudi (jour chômé pour les élèves et les enseignant.e.s) soit le jour de séances de cinéma à visée éducative mais avec à la fois un public plus large et des projections différentes. Ce cinéma à visée éducative n'est pas proprement scolaire, mais permet aux jeunes et moins jeunes d'apprendre par le cinéma de façon plus ludique. Souvent, une séance est composée d'un film documentaire et d'un film de fiction. Cependant, comme le souligne Gustave Cauvin, « *dans les films pour enfants, il ne faut ni amourettes, ni coups de revolver, ni violences* » (Le cinéma éducateur, 1939). L'arrivée des films parlants rend plus complexe la diffusion des films éducatifs, mais cela permet également de remporter davantage de succès, à l'école et hors l'école.

¹ Sur l'histoire du cinéma éducateur voir en particulier, Raymond Borde et Charles Perin, *Les Offices du cinéma éducateur et la survivance du muet (1925-1940)*, Presses Universitaires de Lyon, 1992.

L'exemple d'un instituteur cinéaste : Jean Brérault (1898-1973)

De plus en plus d'institutrices et d'instituteurs utilisent dans leur pratique pédagogique le cinéma scolaire. C'est en lien avec le développement des pédagogies nouvelles, en particulier celle instituée par Célestin Freinet. Ces adeptes du cinéma à l'école sont obligés de développer des compétences nouvelles, comme les techniques de projection, mais ils et elles s'intéressent de plus en plus également à la conception en elle-même des films. Il faut dire que de nombreux films documentaires sont assez ennuyeux et on assiste alors en réaction à la création de films venant directement de praticiens de l'école. C'est en particulier le cas de Jean Brérault qui devient cinéaste pour mieux diffuser l'utilisation du cinéma à l'école. Né en 1899, instituteur après la Première Guerre mondiale, Jean

Brérault a commencé à utiliser le cinéma dans ses classes à partir de 1927. Très vite, il souhaite concevoir ses propres films et, détaché de l'enseignement, il réalise pour Pathé des films éducatifs. Militant syndical et politique, il devient en 1936 membre du cabinet de Marceau Pivert, qui est chargé des questions des médias auprès de Léon Blum. Il devient un acteur clé du cinéma d'enseignement et du cinéma éducatif, s'intéressant à tous les aspects du sujet. Son action pionnière permet le développement de nouvelles pratiques éducatives dans de nombreuses classes. Il participe également aux débats sur l'utilité pédagogique des écrans et du cinéma qui ont lieu dans les années 1930 au sein de la société française¹.

➤ Le cinéma à l'école : fantaisie ou innovation pédagogique ?

Le cinéma est perçu à l'époque comme un art populaire, trop pour certains. En effet, œuvrer pour une plus ample diffusion des films à l'école, cela revient pour de nombreux commentateurs à négliger la culture livresque et à favoriser la fainéantise et l'illettrisme. Les images, les films animés, tout cela ne peut remplacer des leçons faites par le maître, ni les œuvres littéraires classiques.

Pour d'autres, le cinéma est futile et immoral et il n'a pas sa place dans l'éducation scolaire. Jean Brérault participe activement à ces débats en montrant au contraire la pertinence de l'utilisation du cinéma à l'école. Il le fait en particulier dans les colonnes du journal du Syndicat national des instituteurs, *l'École Libératrice*.

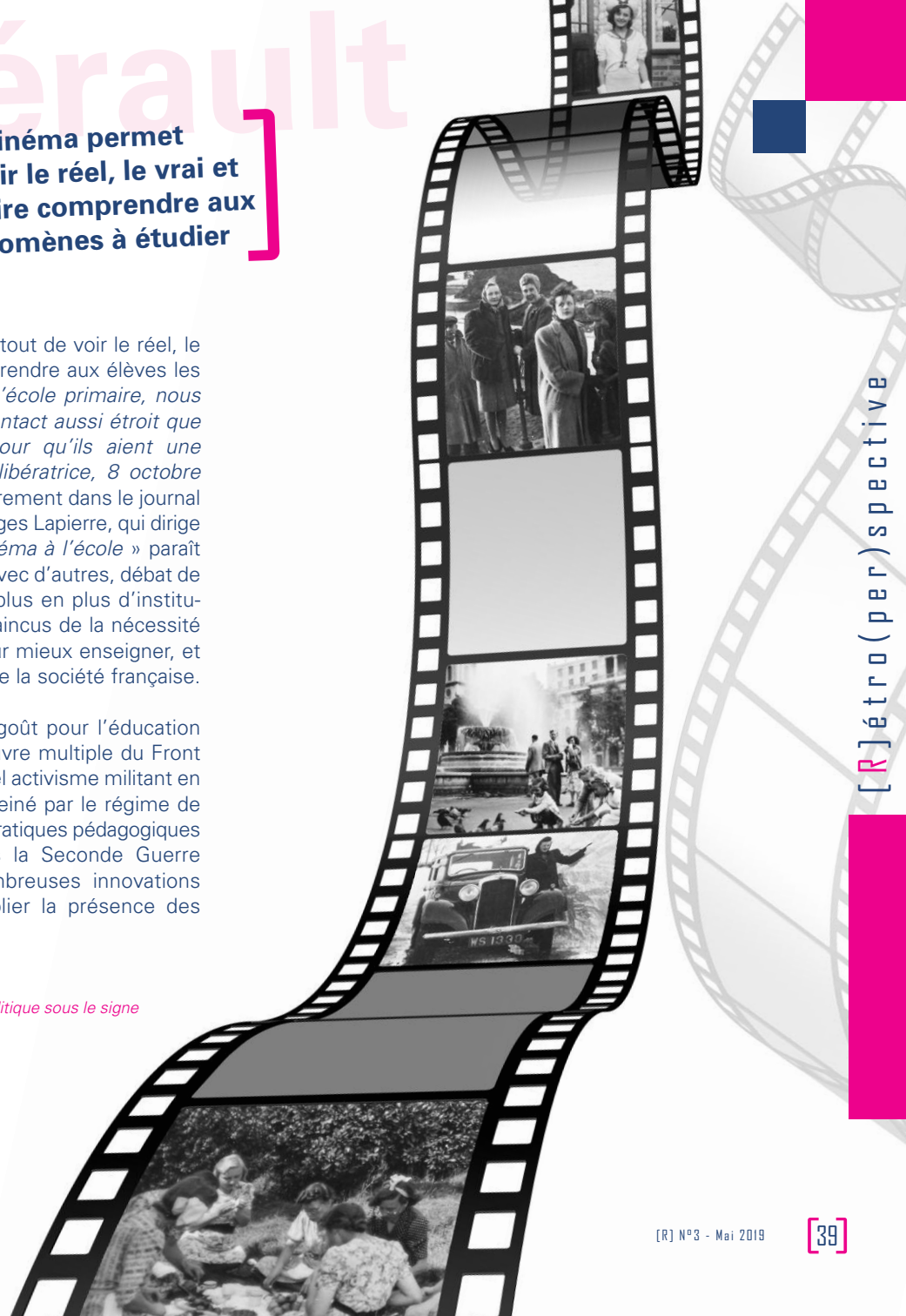
¹ On dispose à son sujet d'une excellente biographie, Josette Ueberschlag, *Jean Brérault, l'instituteur cinéaste (1898-1973)*, Publication de l'Université de Saint-Etienne, 2007.

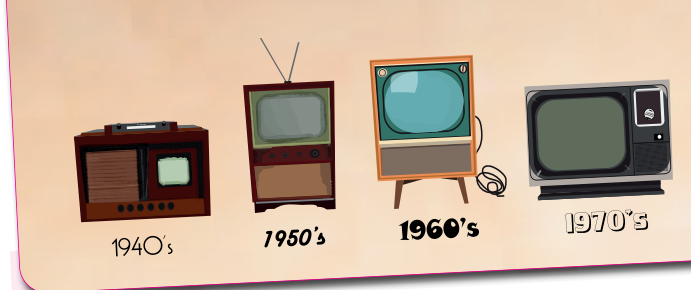
**Pour lui, le cinéma permet
avant tout de voir le réel, le vrai et
donc de mieux faire comprendre aux
élèves les phénomènes à étudier**

Pour lui, le cinéma permet avant tout de voir le réel, le vrai et donc de mieux faire comprendre aux élèves les phénomènes à étudier : « *Dès l'école primaire, nous devons mettre les enfants en contact aussi étroit que possible avec ces éléments pour qu'ils aient une représentation vraie* » (*L'École libératrice*, 8 octobre 1932). Il écrit dès lors très régulièrement dans le journal du SNI, devant un proche de Georges Lapierre, qui dirige le journal. Une rubrique « *Le cinéma à l'école* » paraît régulièrement, et Jean Brérault, avec d'autres, débat de l'utilité du cinéma à l'école. De plus en plus d'institutrices et d'instituteurs sont convaincus de la nécessité d'utiliser des écrans à l'école pour mieux enseigner, et pour montrer aux élèves le réel de la société française.

Cela est associé à un véritable goût pour l'éducation populaire qui s'incarne dans l'œuvre multiple du Front populaire dans ce domaine¹. Un tel activisme militant en faveur du cinéma à l'école est freiné par le régime de Vichy, qui souhaite instaurer des pratiques pédagogiques plus traditionnelles. Mais après la Seconde Guerre mondiale, on assiste à de nombreuses innovations technologiques, qui vont multiplier la présence des écrans dans notre société.

¹ Pascal Ory, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, CNRS éditions, 2016.





➤ Réussites et échecs de la télévision scolaire à partir des années 1950

Après 1945, le cinéma poursuit son implantation en utilisant des pratiques éducatives innovantes. Mais d'autres supports et d'autres types d'écran voient le jour et prennent le dessus. On pense alors que l'audiovisuel et les TV scolaires vont pouvoir transformer l'enseignement en profondeur. Mais les critiques se font également plus vives : la télévision a été même considérée comme une des causes de l'illettrisme.

En 1953, la radio-télévision française lance un service de télévision éducative, rattachée au ministère de l'Éducation nationale. Son premier directeur est Henri Dieuzeide, agrégé d'anglais et Inspecteur général. La télévision est conçue comme étant une fenêtre sur le monde. Elle est perçue en outre comme un moyen supplémentaire pour parvenir à l'égalité des chances. En effet, l'école après 1945 reste inégalitaire et n'assure qu'en partie la promotion sociale. L'ensemble du système scolaire, qui privilégie encore l'écrit et la culture livresque, est confronté à la multiplication des écrans et souhaite développer des usages scolaires plus adaptés. De nouvelles pratiques comme l'utilisation de la radio ou de la télévision sont alors conçues comme étant davantage démocratiques. On cherche à utiliser des supports multimédias avec du son, des images ; c'est en particulier le cas dans l'enseignement des langues. En 1953 est également créé le Centre national d'enseignement par correspondance, radio et télévision, avec des ensei-

gnant.e.s et des journalistes qui essaient d'utiliser la vidéo, la télévision ou la radio pour diffuser les savoirs par correspondance.

Dans l'enseignement scolaire, au début des années 1960, on lance des outils télévisuels afin de couvrir toutes les matières de la 6^e à la 3^e. Mais une telle ambition ne se retrouve pas forcément sur le terrain : les équipements sont insuffisants, de nombreux récepteurs ne sont pas en état de marche et les enseignant.e.s ont des difficultés à assurer la maintenance des appareils. Surtout, les émissions sont souvent très rébarbatives et ne suscitent pas l'adhésion des personnels et encore moins celle des élèves.

Pour pallier ces difficultés, plusieurs projets pilotes sont lancés, comme par exemple au collège expérimental Louis-Lumière à Marly-le-Roi, près de Versailles. Inauguré en 1966, ce nouveau collège dispose de studios d'enregistrement et de diffusion. Chaque salle est dotée de deux récepteurs de télévision, des réalisateurs et des techniciens collaborent au quotidien avec les enseignant.e.s et les documentalistes. Les élèves conçoivent eux-mêmes des émissions de télévision, mais surtout, ils ont à disposition de nombreuses ressources multimédias. Le but recherché est l'autonomie de l'élève et l'individualisation de l'enseignement. L'expérience est interrompue au début des années



1980's



1990's



2000's



2010's

1980, faute de crédits de maintenance et de compétences pratiques. Pourtant, tous les élèves de 6^e et de 3^e ont pu disposer des ressources nouvelles et intégrer dans leur cursus scolaire un usage pédagogique des écrans. Cette expérience pilote est marquante à plus d'un titre : construction de nouveaux locaux adaptés à la pratique multimédia, coopération entre élèves et avec les équipes éducatives, apprentissage des techniques, et diffusion multiforme des savoirs et des compétences. Ce sont là autant d'éléments que l'on peut retrouver de nos jours dans l'utilisation de l'informatique et du numérique à l'école.

À côté de ces expérimentations, on voit naître la question d'une télévision éducative avec la volonté de créer une chaîne spécifique. Mais la généralisation des magnétoscopes et des vidéocassettes permet la diffusion d'émissions à la carte dans les classes. Faut-il en plus créer une chaîne éducative ? Le débat a lieu dans les années 1990, et en 1994 la Cinquième commence à être diffusée, avec des programmes à caractère éducatif, selon le cahier des charges voulu par le ministre de l'Éducation. Un tiers des enseignants disent alors l'utiliser régulièrement durant les quelques années de son existence. En 1988, la chaîne culturelle Arte est lancée, et ses programmes sont souvent à visée éducative et culturelle.

À partir des années 1980, avec l'informatique et le numérique se met en place une nouvelle culture multimédia, interactive et aussi ludique. L'écran prend une place définitive dans le système scolaire.



[R]étro(per)spective



[L'impérialisme DU NUMÉRIQUE ET DU PETIT ÉCRAN ?]

Les innovations techniques dans le domaine de l'information et du numérique sont très rapides à partir des années 1980...

Les ordinateurs sont présents dans les classes depuis les années 1970. Dans cette décennie, il y a, en effet, des expériences pilotes dans une cinquantaine de lycées pour l'équipement en micro-ordinateurs. Ensuite, le plan « *informatique pour tous* » au milieu des années 1980 se traduit par un équipement massif des établissements scolaires. L'introduction de ces matériels se heurte à des difficultés. On retrouve les problèmes de gestion du matériel, mais des enseignant.e.s sont également hostiles à l'introduction des ordinateurs dans le monde scolaire. Cependant, beaucoup d'enseignant.e.s se lancent aussi dans des initiatives où le numérique tient une place essentielle. Ce qui entraîne une inflation des usages du numérique à l'école et la création d'espaces interconnectés grâce à la généralisation d'Internet. Avant cela toutefois, en France, on doit souligner l'importance de l'utilisation du Minitel, avec plusieurs expérimentations pédagogiques liées à ce mode de communication qui est cependant très vite supplanté par Internet.

Les premiers établissements scolaires à être connectés à Internet le sont en Californie en 1996. Très vite, cela se propage dans les pays développés et la France n'est pas en reste. De nombreux logiciels sont reconnus d'intérêt pédagogique et les micro-ordinateurs sont de plus en plus présents dans toutes les familles et dans les écoles. Élèves et parents deviennent familiers des écrans qui se multiplient, sous forme d'ordinateurs portables, de smartphones, de tablettes ou d'écrans de tout type. L'interconnexion entre plusieurs appareils permet les échanges, la communication et la transmission des savoirs. De nouveaux usages pédagogiques sont mis en place à l'école, de la maternelle au supérieur. Pour permettre la maîtrise de ces techniques, on met en place le brevet informatique et Internet (B2i) et de nombreuses écoles, collèges et lycées sont entièrement connectés.

De nouvelles pratiques ludo-éducatives voient le jour, comme les serious games. Mais cet « *impérialisme* »



du numérique et des écrans à l'école est également critiqué de multiples façons. On souligne tout d'abord l'importance des fractures numériques entre celles et ceux qui disposent de tous les outils et des connaissances pour les utiliser, et d'autres qui n'ont pas à disposition ces mêmes outils. La critique de la technologie au sens large est également très présente : on s'inquiète ainsi des effets néfastes des écrans sur la santé des enfants, on dénigre leur utilité dans l'acquisition des savoirs et des compétences, on souligne la disparition de la culture livresque chez les plus jeunes. Autant de critiques que l'on retrouvait déjà au début du siècle, lorsqu'on évoquait l'usage du cinéma éducateur. Une telle permanence des effets négatifs mis en valeur nous renseigne à la fois sur l'ambiance de notre époque, mais plus largement nous permet de relativiser de tels avis critiques sur la présence des écrans à l'école aujourd'hui. En effet, chaque innovation en lien avec les écrans, oblige à réinterroger le rôle et la fonction de l'enseignant.e.

Dans les premiers usages du cinéma à l'école, certains voyaient ce média comme une sorte d'éducateur automate qui remplacerait les humains : « ce professeur automate est aujourd'hui trouvé, c'est le cinéma » peut-on ainsi lire dans un numéro de la revue Science et Monde de 1933 ! La multiplication des écrans et des usages numériques à l'école oblige aujourd'hui à interroger à nouveau le rôle des enseignantes et des enseignants. Loin d'avoir moins d'importance, il est plutôt à envisager que même avec les innovations liées à l'intelligence artificielle, elles et ils auront un rôle encore plus important, mais sans doute différent, dans notre système scolaire, afin d'accompagner les usages multiples, raisonnés mais aussi passionnants des écrans à l'école.



« Poser la question climatique, c'est tendre vers l'égalité, exiger la redistribution des richesses, c'est reprendre les luttes menées depuis toujours et les amplifier. En sachant que c'est la dernière fois. Car si nous perdons la terre, nous perdons pied. Nous perdons tout. »

Manifeste pour une justice climatique de l'ONG **Notre Affaire à Tous**, p13, mars 2019

Photomontage de Maurice Mazalto- mm.mazalto@orange.fr



[R]

[R]

[R]

Peut-on éduquer à la cultu[R]e ?

« Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est pour le genre humain aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant ».¹ S'il y a diversité, cela suppose que chacun sorte de sa propre culture pour aller vers celle d'autrui. Et si cette diversité culturelle est aussi en danger que la biodiversité, alors il y a urgence à s'en emparer. Comment appréhender la culture dans toute sa diversité sans en passer par l'éducation ? Guère envisageable.

Les politiques de démocratisation culturelle n'ont pas atteint leur but au cours des dernières décennies. Il ne suffit pas de décider la gratuité des musées, ou le prix unique du livre pour que tout citoyen s'en empare. C'est utile, bien sûr mais pas suffisant. Ainsi, sont apparues les réflexions et actions autour des publics : médiation, actions culturelles, partenariats associatifs, publics éloignés ou empêchés. Puis s'en est suivi le principe d'éducation culturelle et artistique, qui a enrichi la pratique artistique en milieu scolaire de la rencontre avec œuvres et artistes vivants. Pour depuis 2013, s'articuler sur tous les temps de l'enfant et du



jeune, en parcours éducatif, fondé de multiples interventions conjointes (*collectivités locales, Éducation nationale, Drac, structures,....*). Un objectif de 100% de nos jeunes passés par les dispositifs d'EAC (*Éducation Artistique et Culturelle*) a été fixé par l'actuel gouvernement, un plan du même nom est sorti du ministère de l'Éducation, en septembre 2018. Le cadre est posé, mais autant de bonne volonté politique suffit-elle à rendre effective l'éducation à la culture ? À toutes les cultures ? Car l'enjeu est là, un enjeu de (re)connaissance qui permet de faire société, en adéquation avec les principes républicains : égalité, liberté, fraternité.

¹Déclaration Universelle sur la diversité culturelle, UNESCO, 2002

Vous avez dit Cultu[R]e

« La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, la formation professionnelle et à la culture »

Les fondements de l'action publique

Action publique

L'engagement de l'Etat en faveur de l'art et de la culture relève d'une conception et d'une exigence de la démocratie. Ce principe fondateur est posé dans le préambule de la Constitution de 1946 : « *La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, la formation professionnelle et à la culture.* » En découlent les missions assignées au ministère de la Culture qui sont de rendre accessible au plus grand nombre les œuvres capitales de l'humanité, assurer la plus grande audience à notre patrimoine culturel, favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit, et développer les pratiques artistiques. Il va à présent de soi, que ces missions ne peuvent se concrétiser sans l'action interministérielle. Car les questions de culture touchent bien évidemment aux politiques territoriales, de la jeunesse, de l'éducation nationale,

de l'enseignement supérieur, des affaires sociales... La transversalité des actions fait gagner en complexité car le lien entre les dispositifs relevant de telle ou telle autorité est difficile à créer. Elle est pourtant indispensable, si l'objectif d'égalité d'accès guide l'action publique.



Ajoutons que la réalité culturelle d'aujourd'hui dépasse largement l'art et les humanités classiques. Les institutions publiques sont-elles toujours en phase avec la société en temps réel ? L'historique question demeure, entre formes « *nobles* » et formes « *populaires* », quelle culture transmettre et rendre accessible ? Et si l'on transmet l'une en ignorant l'autre, ne contribue-t-on pas à la laisser dans un monde d'inégalités ?



[Définir une éducation Culturelle]

En France, on ne désolidarise pas souvent les arts et la culture. Il en est ainsi pour ce qui est de l'éducation, elle est artistique ET culturelle. Pourtant les deux qualificatifs portent des visées différentes. Une éducation artistique pourrait s'entendre comme une sensibilisation personnelle conduisant à des pratiques le plus souvent amateurs. Apprendre à chanter, à danser, à dessiner, jouer d'un instrument, jouer du théâtre,... L'éducation culturelle viserait l'initiation à une approche culturelle du monde, c'est-à-dire donner à comprendre le sens, les enjeux, le contexte d'une exposition, d'un film, d'un concert, d'un spectacle. Finalement, dans la politique publique contemporaine, il s'agit de réunir la pratique artistique, la connaissance et la rencontre avec les œuvres et les artistes. C'est cette triple expérience que doivent réaliser tout au long de leurs parcours éducatifs les enfants et les jeunes, dans et hors l'école. Ce qui doit leur faire acquérir des codes sociaux et des rituels de partage artistique (attitude, attention, concentration), tout aussi bien que des langages spécifiques. Le langage artistique est une part de l'expression humaine avec une dimension symbolique, émotionnelle, technique. Un autre objectif de cette éducation est de participer à la construction de la personnalité, à son développement grâce à l'imaginaire, à la créativité, aux émotions et à l'intelligence sensible. L'éducation culturelle et artistique ancre chaque humain

dans des espaces, des histoires, une lignée, une identité. Elle participe en outre à la formation civique dans la mesure où elle permet l'affirmation de soi et l'acceptation de l'autre. Il n'en demeure pas moins que cette forme d'éducation là s'entretient tout au long de la vie, et en développe les mêmes vertus. La découverte des diversités de culture, d'expressions humaines, l'acceptation et le respect des autres ne sont pas l'apanage exclusif des années de jeunesse.

En pratique

Comment s'y prendre ? En contexte scolaire, développer des parcours d'EAC va au-delà de la succession de cours de musique et d'arts plastiques. On l'a dit, cette éducation repose sur trois piliers : pratique, connaissance, rencontre. Autrement dit : faire, réfléchir, éprouver¹, ça dépasse largement le temps de l'école.

¹ Nos enfants ont-ils le droit à l'art et à la culture ? Jean-Gabriel Carasso, éditions de l'Attribut.



Vous avez dit Cultu[R]e

Fai[R]e,

c'est entrer dans une activité personnelle, individuelle ou collective, par le jeu. Jouer avec des objets, des matières, des sons, des mots, des outils, des images, des espaces. Faire, c'est s'exprimer avec la voix, avec le corps, avec des gestes, en laissant des traces.

Éprouve[R],

c'est le rapport indispensable aux œuvres et aux artistes. Il faut dans une vie en voir beaucoup et de toutes sortes pour éprouver l'humaine condition. Du théâtre, de la danse, des concerts de rap, de folk, de rock, de classique, de l'opéra, du cirque, des films, des livres, des expositions, des architectures, des jardins,... Et pour la plupart de ces œuvres, il faut être initié à leur lecture par des passeurs de culture que sont des profs, des animateurs, des médiateurs, des amis, de la famille, bref des intermédiaires qui embarquent en sécurité dans l'aventure de la diversité culturelle. Éprouver, c'est aussi et enfin s'inscrire dans la durée, car l'émotion naît d'une expérience renouvelée, comparée à une autre. La durée permet d'oser des rencontres inédites et improbables, elle invite à l'intériorisation, à la construction personnelle de son rapport aux œuvres. Sans cela, la culture ne serait que vernis superficiel, savoirs technocratiques utiles aux tests de culture générale.



[R]éfléchir,

parce que se cultiver n'est pas consommer. Réfléchir, ça veut dire parler et faire parler, commenter, apporter des clés de connaissance et de compréhension, pour que naisse la pensée et s'exerce le jugement. Réfléchir avec des passeurs culturels mais aussi avec des artistes à chaque fois que possible, en complément de ce que l'on a pu ressentir, analyser. Parce qu'un artiste a une vision singulière du monde, avec un supplément de sensibilité, des compétences particulières, des exigences propres à son art.



¹ L'enseignant, un passeur culturel, Jean Michel Zakhartchouk, ESF éditeur

Pour éduquer à la culture et aux arts, il est nécessaire d'avoir engagé un travail sur son rapport personnel à la culture¹. Voilà pourquoi il serait pertinent de faire vivre un parcours art et culture à tout prétendant aux métiers de l'éducation dans son parcours de formation initiale puis continue. La dimension culturelle devrait faire partie intégrante de toute formation disciplinaire, et la dimension transdisciplinaire des PEAC, un objet de formation.

Et ailleurs ?

Dans la plupart des pays, il existe un enseignement artistique prescrit dans les programmes scolaires, mais il ne concerne que les arts visuels et la musique, et souvent que la prime enfance (6/10 ans). Sa proportion horaire dans la semaine est faible, oscillant entre 2% et 9% du temps des apprentissages.¹ De fait, majoritairement, l'ouverture culturelle se limite à quelques sorties au théâtre, au musée, au concert... L'EAC est l'éducation dans laquelle la part de l'économie privée est la plus représentée, sous forme de mécénat. Paradoxalement, un consensus mondial semble entourer cette éducation particulière, le plus souvent considérée comme une autre façon d'éduquer. En 2006, sous l'égide de l'ONU et de l'UNESCO, se tenait à Lisbonne la première conférence internationale sur l'EAC, intitulée « *développer la créativité au XXI^e siècle* ». Elle a produit une feuille de route, visant à « *promouvoir une compréhension par tous les acteurs de l'importance de l'EAC et de son rôle essentiel dans l'amélioration de la qualité de l'éducation* ».

Elle a été suivie en 2010, d'une deuxième conférence UNESCO, à Séoul. Cette dernière a donné naissance à l'agenda de Séoul qui plaide pour « *un effort concerté pour parvenir à une éducation artistique de grande qualité qui renouvelle les systèmes éducatifs de manière positive* ».

La dynamique de l'éducation artistique et culturelle est liée à la quête d'une autre façon d'éduquer, engageant davantage de créativité, de flexibilité des esprits, de pensée systémique et pluridisciplinaire. Il faut être attentif à ce que cette offre ne soit pas comprise par des établissements privés comme une réponse à une crise des systèmes éducatifs et culturels publics.

¹ L'éducation artistique et culturelle dans le monde, ouvrage collectif, éditions de l'Attribut



HABITER LE MONDE... UN RÊVE ?

[AVEC ARTS ET VIE ... UNE RÉALITÉ !]

Concevoir le voyage basé sur des valeurs d'ouverture, d'échange et de partage des savoirs, telle est la spécificité depuis près de 65 ans d'Arts et Vie, qui se distingue dans le monde du tourisme par son statut associatif et son engagement pour un tourisme culturel.

Une invitation à « habiter le monde »...

ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS



La petite fab[R]ique des partenaires

ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS



Goûter aux voyages

S'évader, partager en découvrant d'autres horizons, d'autres civilisations, avec une volonté altruiste qui permet de s'enrichir : c'est cela voyager.

Non un simple déplacement d'un lieu à un autre mais une envie impérieuse de vouloir

« habiter le Monde ».

Choix des lieux, des temps les plus appropriés, des guides reconnus, des conditions de voyage : rien n'est laissé au hasard pour que la découverte puisse être optimale car l'évènement est peut-être (sans doute) exceptionnel.

➤ Artisan du voyage

Voyager c'est aller vers d'autres populations, d'autres civilisations et vouloir les rencontrer, les comprendre, les apprécier.

Antoine de Saint-Exupéry écrivait : « Si tu diffères de moi, Frère, plutôt que me léser tu m'enrichis »... Plus qu'un programme, une ligne de conduite.

Arts et Vie est donc un « artisan du voyage » qui imagine, construit, promeut, diffuse des voyages en les bâtissant de bout en bout, pas à pas... et privilégie une approche éclairée du monde au travers de visites de musées, de sites archéologiques, de parcours architecturaux, de rencontres musicales, mais aussi au travers de la découverte des populations locales et des civilisations d'antan, histoire des idées et des mentalités.



Recette pour un voyage d'exception

- *Privilégier des groupes pas trop nombreux (moins de 25 personnes)*
- *Choisir des transports réguliers et des transporteurs connus*
- *Disposer d'hébergement choisis à proximité des sites*
- *Approcher des initiatives solidaires (au travers de certains parcours)*
- *S'imprégner des lieux et de leur histoire*

... Autant d'ingrédients pour un voyage réussi !

Ajouter à cela une bonne volonté de tout faire pour simplifier le quotidien et aider en cas de difficulté avec la présence bienveillante d'une accompagnatrice ou d'un accompagnateur.



➤ **Voyager c'est aussi s'ouvrir, se construire, et devenir progressivement un « *citoyen du monde* »**

L'accès à l'éducation, à la culture, aux arts, à l'histoire, aux civilisations est inséparable de la construction de la citoyenneté ; voyager c'est contribuer, de fait, à partager des valeurs car voyager c'est comprendre le monde, ses problématiques, ses perspectives ; c'est respecter les personnes et les lieux. C'est s'enrichir émotionnellement grâce à des rencontres culturelles et humaines.

Voyager c'est apprendre différemment, et toucher l'inconnu avec le regard de « l'explorateur » et non celui de l'indifférent passager, voire du « conquérant »...

➤ **Qu'y a-t-il à la carte ?**

Pour Arts et Vie, voyager c'est une passion qui se communique et qui se partage sous différentes formules : circuits culturels, séjours « villes d'art », balades, escapades, festivals, croisières culturelles, voyages en famille, séjours en résidences, voyages événements, visites et journées, forums culturels... constituent autant de modes de découverte, autant d'approches différentes qui correspondent à des besoins différents, pour soi, pour plusieurs, sur des temps courts ou des temps longs...

➤ **Qualité d'origine**

Voyager est une alchimie qui ne laisse rien au hasard d'où une exigence de qualité, de préparation, de contacts locaux professionnels et exigeants.

Voyager c'est privilégier ceux qui connaissent, qui vivent sur place et c'est établir un lien de confiance avec des correspondants qui connaissent également les besoins et les exigences de celles et ceux qui viennent « *leur rendre visite* ».



Comment approcher la Culture ?

L'éducation culturelle peut paraître exigeante et parfois même rébarbative si elle s'impose sans préparation, sans sensibilisation, sans y donner le goût, sans permettre la découverte... L'éducation à la culture est une patiente initiation qui est née de confrontations, d'explications, de recherches, de moments exceptionnels qui touchent à la sensibilité de chacun, à son humanité.

« La culture est un droit car elle est un facteur de perfectionnement et de développement humains. Ce droit est compris comme un droit d'accès à la culture universelle. La culture est ce par quoi les personnes s'ouvrent à l'universel, accèdent à la connaissance universellement valable et au discernement des valeurs universelles ».

« Droits de l'homme et droits culturels » Hubert FAES

Ainsi la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 27 octobre 1946 précise :

Article 13 : « La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ».

Favoriser le droit à la culture au travers des voyages est l'objectif premier d'Arts et Vie.

En fonctionnant sur un mode associatif, donc sans actionnaires et versement de dividendes, Arts et Vie concilie qualité et coût du voyage.

➤ UFC- Que choisir classe Arts et Vie premier voyageur de France !

Lors de sa dernière enquête de satisfaction client, le magazine UFC-Que choisir ? a clairement démontré la suprématie d'Arts et Vie face à ses nombreux concurrents. Avec 98,2 % de satisfaction globale et 93,8 en termes de qualité-prix, l'association se classe largement en tête du palmarès des voyageurs en France.

Cette étude a conforté l'association dans son engagement à informer loyalement ses adhérents-voyageurs, avant et pendant le voyage.



yeu du monde



Vous avez dit qualité ?

La qualité cela s'évalue et s'améliore...

Toutes les personnes qui voyagent avec Arts et Vie sont invitées à compléter un questionnaire d'appréciation et disposent d'un contact privilégié à leur retour auprès du service Qualité, pour faire part de leurs avis sur l'expérience vécue. Ce sont donc quelque 17 000 questionnaires qui sont analysés chaque année, permettant d'établir des baromètres de satisfaction fiables et précis.

À la fin de la saison, un point global est réalisé avec l'équipe Qualité et chaque produit est décortiqué. C'est cette démarche d'amélioration continue impliquant autant les salariés que les adhérents de l'association qui permet à Arts et Vie d'assurer, année après année, un très haut taux de satisfaction !

Le « pigeon voyageur » ou les « voyous du voyage »

Quelques pièges à éviter pour réussir un voyage...

- **Identifiez les prestations incluses : du tout compris ou...du rien compris ?**
 - **Surveillez le nombre de journées libres... un programme « vide » coûtera forcément moins cher !**
 - **Soyez attentifs aux conditions d'annulation qui souvent deviennent parcours...du combattant.**
 - **Côté aérien, soyez prudents également : aléas des transports, réguliers ou « irréguliers » ?**
 - **Renseignez-vous sur la taille des groupes : 25 ou 50 personnes... ? du simple au double... bienvenue dans la file d'attente !**
 - **Attention au risque de réactualisation des prix : une technique comme une autre pour afficher des prix alléchants... au départ !**
 - **Vérifiez la localisation des hôtels : centrale ou en périphérie ? L'expérience de la découverte ne sera pas la même.**
 - **Guides locaux, guides permanents ou accompagnateurs : assurez-vous des conditions d'accompagnement pour un voyage l'esprit tranquille !**
 - **Où et quand partir ? Vérifier que ce sera la bonne saison à destination. Souvent des prix anormalement bas = mauvaise période (saisons des pluies et autres petits désagréments)!**
- Qui veut voyager loin...
montage et monture...
toutes les moutures existent.



[« Habiter le Monde »]

➤ Plus de 80 destinations sur les 5 continents 5 résidences en France

Arts et Vie a pris le parti de faire découvrir à ses adhérents les cultures du monde entier en proposant des voyages sur les cinq continents, vers plus de 80 pays différents.

Malgré une situation géopolitique mondiale souvent complexe, l'association inaugure chaque année de nouveaux programmes avec, pour seule préoccupation, la sécurité de ses voyageurs. Aux incontournables, Arts et Vie ajoute quelques destinations insolites telles que la Géorgie, le Turkménistan ou la Colombie... sans oublier la France et ses régions qui n'en finissent pas de nous surprendre !

Arts et Vie c'est aussi 5 résidences locatives en France, qui ouvrent les portes de paysages magnifiques et de terroirs passionnants. En famille ou entre amis, en Bretagne, sur la côte landaise, en Provence ou dans les Alpes, Arts et Vie met à l'honneur nos plus belles régions.





Resp

➤ Entreprendre différemment : pour une Économie Sociale du voyage

95% des Comités d'entreprise font appel à des voyageurs à but lucratif !

Or, le mode associatif garantit un réinvestissement des résultats, la souplesse de la prise de décision, l'implication et la motivation de ses salariés, la fidélité de ses membres et contribue à démontrer qu'il est possible de proposer des réponses adaptées avec une autre façon d'entreprendre, dans le respect des valeurs et d'une charte du voyage qui impose la satisfaction du voyageur et une attention particulière à son égard...

➤ Voyager responsable

L'association, soucieuse de respecter les peuples, les patrimoines et l'environnement des pays qu'elle propose de découvrir, a institué une charte éthique qui expose clairement sa ligne de conduite. Ce texte met en lumière les valeurs portées par Arts et Vie et invite ses voyageurs à préserver les sites qu'ils visitent mais aussi à porter un regard bienveillant sur les populations locales, leur culture et leur mode de vie.

La charte rappelle les principes qui peuvent contribuer à ce que la présence des touristes soit perçue comme une source d'enrichissement mutuel, principe cher à l'association depuis sa création.

Les 9 thèmes abordés dans la charte Arts et Vie : le respect des populations, le respect du groupe, le respect des sites, les photos et films, le gaspillage, les pourboires, les achats, le marchandage et la mendicité, cadeaux et dons.

➤ Extrait de la charte :

Les photos et les films : S'il est légitime de vouloir conserver des souvenirs de son voyage, nous ne devons jamais oublier que la prise de vue n'est pas une pratique anodine. Il est impératif de respecter les interdictions, en particulier dans les musées et les zones sensibles, ainsi que les refus, explicites ou implicites. Veillons également à rester discrets, à considérer en toute occasion la dignité et la vie privée des personnes et interrogeons-nous sur l'opportunité d'une contrepartie financière et ses conséquences. Enfin, soyons attentifs à ne pas importuner ni retarder le groupe par un usage abusif de la photo.

onsable

[Partenariats et partage]

Arts et Vie a développé des partenariats avec différentes organisations : MGEN, MGEFI, UMR... ; dans un esprit de réciprocité et avec la volonté de mieux faire connaître les voyages culturels en répondant à l'objet même des organisations partenaires (cf. statuts des mutuelles).

Arts et Vie est également une Association née grâce au soutien d'organismes fondateurs (la MGEN, la FEN devenue l'UNSA Éducation, le SNI devenu Syndicat des Enseignants, la Jeunesse en Plein Air, la FCPE).

Arts et Vie c'est aussi une présence à Solidarité Laïque, à l'Esper et un soutien privilégié aux structures de l'Économie Sociale.

Devenir accompagnateur de voyage



Depuis l'origine, les voyages d'Arts et Vie sont animés et conduits par des accompagnateurs bénévoles formés par l'association. Soucieux de faire partager leur enthousiasme et leur connaissance des destinations aux adhérents-voyageurs, ils sont également les garants du déroulement des voyages. Chaque année, l'association intègre environ 50 nouveaux accompagnateurs issus de la France entière. À ce jour au nombre de 550, ils contribuent au succès des voyages et à la spécificité d'Arts et Vie, seul voyageur à intégrer un accompagnateur dans tous ses voyages.

« *Habiter le Monde* » et être « *Citoyen du Monde* »
c'est apprendre à voyager les yeux ouverts !



► UNE NOUVELLE REVUE AU GOÛT DE CULTURE

Se cultiver dans la bonne humeur, se divertir, apprendre à mieux connaître le monde qui nous entoure, décrypter les courants que brasse l'actualité, découvrir la vie de ceux qui nous ont précédé et nous sentir un peu meilleurs... Trimestrielle, et publiée par les Éditions Prisma, Good'Culture se place dans le monde des mook (contraction de Book et Magazine). C'est une culture pop, colorée, joyeuse entre patrimoine et actualité culturelle grand public. La revue traite tout autant de Games of Thrones que de l'anniversaire de Charlie Chaplin, une nouvelle venue pour enrichir la culture G et rester curieux du monde !

► Culture sur YouTube

Ça dépoussière les concepts et donne un coup de peps dans l'apprentissage ! On peut aussi se cultiver grâce à de jeunes You Tubeurs qui expliquent souvent avec humour, bonne humeur mais aussi rigueur disciplinaire qui l'histoire de l'art, qui la musique classique. Deux chaînes à découvrir avec délice.



Art Comptant Pour Rien : des vidéos présentant des artistes ou des thématiques de l'art contemporain de manière légère et simple. Exemples, l'art et l'homosexualité, art conceptuel, Banksy poule aux œufs d'or ?

Révisons Nos Classiques : des présentations de grands compositeurs ou des émissions thématiques, liées à la musique classique, présentées avec simplicité et qui rend accessible une musique de spécialistes ou amateurs convaincus. Exemples, c'est quoi la musique de chambre ? Kubrick, Odysée de la musique classique.

Festival International des Jeux, un univers foisonnant



Un rendez-vous annuel qui attire de plus en plus de visiteurs, à Cannes en février. Tous les jeux y sont présents : jeux traditionnels, de stratégie, de société, de lettres, de construction, vidéo, de connaissance, d'évasion,... Le développement du festival s'appuie sur un secteur marchand en France en pleine croissance (475 000 euros de chiffre d'affaire en 2018, soit 14% du marché du jouet). 1200 jeux ont été édités en 2018, dont une moitié en nouveautés. Les éditeurs français font travailler des illustrateurs qui donnent du neuf et de la beauté dès la boîte d'emballage du jeu, un secteur où la création graphique peut s'épanouir.

En attendant la prochaine édition en 2020 : <http://www.festivaldesjeux-cannes.com/fr/>



➤ PACHAMAMA, UNE ODE À LA TERRE

Un film à voir en inter générations pour délivrer un message d'amour à la terre. C'est grâce à la culture amérindienne que ce message est donné. *« Je suis tombé amoureux de leur valeurs humaines et de leurs respect pour la terre. C'est impressionnant de constater à quel point cette civilisation était visionnaire. Son mode de vie reposait sur un cercle de vie vertueux qui pouvait durer éternellement, contrairement à aujourd'hui où on s'évertue à épuiser les ressources de la terre. »*, raconte le réalisateur, Juan Antin, qui a travaillé sur ce film avec son épouse Maria Hellemeyer, anthropologue. À voir, donc, en festival, en programmation scolaire ou pendant les vacances en cinéma d'art et essais. Disponible aussi en dvd.

► Une académie apprenante : Dijon en démarche innovante

Frédérique Alexandre Bailly explique la construction d' *"une académie apprenante"* pour que chacun des acteurs de l'académie, élève, enseignant, cadre, puisse *"à son niveau construire et partager ses connaissances et ses découvertes avec les autres, documenter ses apprentissages, disposer des ressources, des lieux et des accompagnements nécessaires pour progresser mais aussi pour permettre à d'autres de s'en inspirer et d'améliorer leurs pratiques."*

« Innover pour se faire plaisir c'est important sinon on s'ennuierait. Mais il faut mesurer l'impact de ce qu'on a fait sinon cela ne sert à rien... L'idée de l'intelligence collective et de faire profiter les autres de ce qu'on a fait, c'est d'être capable de mesurer si cela a un impact. »

Interview de la rectrice Frédérique Alexandre-Bailly par Claude Tran, du site ToutEducat

<https://youtu.be/8wNA4iisgkc>



À l'école primaire, de nombreux contenus sont dits « *culturels* ». Ils relèvent généralement de projets menés en classe ou d'ateliers périscolaires. En s'appuyant sur une enquête ethnographique conduite dans sept écoles parisiennes, Julien Netter pose la question de la façon dont les enfants perçoivent ces contenus et interroge les inégalités d'appropriation qui en découlent. Il dresse le portrait d'une école cloisonnée où certains parviennent à s'approprier les contenus culturels. Ils sont « *élèves* » et ont les codes de la culture scolaire. Cet ensemble d'attentes qui permet de s'intégrer à l'école, est désigné par le terme « *curriculum invisible* ». Ce curriculum est systématique, omniprésent, et très largement implicite. D'autres enfants n'ont pas acquis ce statut d'élève. La culture proposée par l'école leur reste largement étrangère. Ils sont en passe de se trouver exclus dès leur plus jeune âge des processus d'intégration sociale.

Et si vous mettiez un peu

d' [R]

dans votre bibliothèque ?



Trois fois par an,
un tour dans le monde
éducatif et culturel
en 80 pages

Abonnez-vous !



Bulletin d'abonnement

Je (Nom, prénom)

demeurant :

..... (adresse postale)

Téléphone :

E-Mail : @ (adresse courriel)

m'abonne à la revue [R] pour trois numéros
et verse un chèque de 35 euros

à l'ordre du Centre Henri Aigueperse

UNSA Éducation, 87 bis avenue George Gosnat, 94200 Ivry-sur-Seine



Date et signature



[R]

... pour aller plus loin

Pour alle[R] plus loin...

Nous vous proposons quelques pistes qui vous permettront de prolonger la lecture des articles de ce n°3 de la revue [R] et, pour chaque sujet abordé, d'aller plus loin.

► Pour approfondir la question du débat

- Blatrix Cécile, Blondiaux Loïc, Fourniau Jean-Michel et al., *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*. La Découverte, « Recherches », 2007, 416 pages. ISBN : 9782707153418. URL : <https://www.cairn.info/le-debat-public-une-experience-francaise--9782707153418.htm>
- Widlöcher, Daniel. « Savons-nous débattre ? », *Le Carnet PSY*, vol. 122, no. 9, 2007, pp. 1-1.
- Dolz, Joaquim, Nathalie Rey, et Marc Surian. « Le débat : un dialogue avec la pensée de l'autre », *Le français aujourd'hui*, vol. 146, no. 3, 2004, pp. 5-15.
- Blatrix, Cécile. « Devoir débattre. Les effets de l'institutionnalisation de la participation sur les formes de l'action collective », *Politix*, vol. 57, no. 1, 2002, pp. 79-102.

À l'occasion du Grand Débat National, "Être et savoir" l'émission de Louise Tourret sur France culture s'est interrogé le 20 janvier 2019 sur la possibilité d'apprendre aux élèves à débattre :

<https://www.franceculture.fr/emissions/etre-et-savoir/peut-apprendre-a-debattre>

Et bien entendu l'article sur « l'apport de la philosophie » revue [R] n°2 janvier 2019, pages 11 à 17

► Pour en savoir davantage sur le dérèglement climatique

- Une infographie réalisée par le Monde pour comprendre le réchauffement climatique : https://www.lemonde.fr/planete/video/2014/09/23/comprendre-le-rechauffement-climatique-en-4-minutes_4492721_3244.html
- le site officiel du GIEC ou en anglais The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) : <https://www.ipcc.ch/>

Les pistes pour agir :

- Touzard, Jean-Marc. « Innover face au changement climatique », *Innovations*, vol. 54, no. 3, 2017, pp. 5-13.
- Aggeri, Franck, et Mélodie Cartel. « Le changement climatique et les entreprises : enjeux, espaces d'action, régulations internationales », *Entreprises et histoire*, vol. 86, no. 1, 2017, pp. 6-20.
- Radanne, Pierre. « Changement climatique et société(s) », *Écologie & politique*, vol. 33, no. 2, 2006, pp. 95-115.
- Fred Vargas, « L'Humanité en péril. Virons de bord, toute ! », *Flammarion*, 2019

► Pour retrouver les travaux de Xavier Pons

Outre sa récente chronique dans le Monde du 11 mars 2019 : https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/11/tel-un-puzzle-la-politique-du-ministre-prendra-tout-son-sens-lorsque-la-derniere-piece-sera-ajoutee_5434440_3224.html

Les principaux travaux universitaires de Xavier Pons :

2 ouvrages

- L'évaluation des politiques éducatives, Presses Universitaires de France, 2011
- Évaluer l'action éducative : Des professionnels en concurrence, Presses Universitaires de France, 2010

Contribution à l'ouvrage :

- Les inspecteurs de l'éducation face aux politiques d'évaluation des écoles. Tendances dans trois pays européens Avec Alain Bouvier Dans Encadrement et leadership, De Boeck Supérieur, 2014

Quelques articles de revues

- Populisme éducatif et gouvernance de l'école en France, *Administration & Éducation* 2018/3 (N° 159)
- Condette, J.-F. (dir.). (2017). Les personnels d'inspection. Contrôler, évaluer, conseiller les enseignants. Retour sur une histoire, France-Europe (XVII^e-XX^e siècle), Rennes : PUR, 365 p. ISBN : 978-2-7535-5369-9, *Recherche & formation* 2017/3 (n°86),
- Travail d'inspection et régulation du système scolaire français, *Administration & Éducation* 2016/1 (N°149)
- Changer d'échelle ? Les inspections générales de l'Éducation nationale face à la déconcentration du système scolaire, *Revue française d'administration publique* 2015/3 (N°155),
- PISA au Parlement ou l'effet boomerang d'un outil de communication politique, *Administration & Éducation* 2015/1 (N°145)
- Éditorial Le « choc » PISA : métaphore ou révolution ? *Carrefours de l'éducation* 2014/1 (n°37)
- Les journalistes en éducation française : une exploration typologique, *Histoire de l'éducation* 2014/1 (n°140-141)
- Les trajectoires des inspections scolaires en Europe : analyses comparatives, *Revue française de pédagogie* 2014/1 (n°186)
- Les inspections centrales anglaises et françaises : des trajectoires croisées ? *Revue française de pédagogie* 2014/1 (n°186)

es pistes...

- Entre état et professions : rôles et modalités de « l'expertise » en éducation. Avec Hélène Buisson-Fenet, *Carrefours de l'éducation* 2014/1 (n°37)
- Pourquoi n'y a-t-il pas eu de « choc PISA » en France ? Sociologie de la réception d'une enquête internationale (2001-2008) avec Nathalie Mons, *Revue française de pédagogie* 2013/1 (n°182)
- L'eupéanisation de l'École française en débat : le cas contrasté de l'évaluation des établissements scolaires. Avec Hélène Buisson-Fenet, *Politix* 2012/2 (n° 98)
- Derouet Jean-Louis & Normand Romuald (dir.). L'Europe de l'éducation : entre management et politique Lyon : INRP ; Chasseneuil : ESEN, 2007, 205 p., *Revue française de pédagogie* 2009/2 (n°167)
- Demeuse Marc ; Baye Ariane ; Straeten Marie-Hélène ; Nicaise Julien & Matoul Anne (éd.). Vers une école juste et efficace : vingt-six contributions sur les systèmes d'enseignement et de formation : une approche internationale Bruxelles : De Boeck, 2005. – 627 p. (Économie, société ; région).

L'ensemble de la bibliographie de Xavier Pons peut être retrouver sur Cairn : <https://www.cairn.info/publications-de-Xavier-Pons--24333.htm>

➤ Pour mieux découvrir le système éducatif écossais

- Paterson, Lindsay. « L'enseignement écossais et sa spécificité : approche historique », Carrefours de l'éducation, vol. 11, no. 1, 2001, pp. 90-103.
- <https://education.gov.scot/scottish-education-system/cld/about+community+learning+and+development> : CLD sur le site officiel de l'Éducation écossaise
- <http://cldstandardscouncil.org.uk/> : Site officiel écossais de l'Éducation informelle
- <https://www.weascotland.org.uk/> : principale association caritative reconnue en Angleterre et en Écosse pour l'éducation formation aux adultes : littéracie, numéracie, TICE, ESOL, activités créatives, santé bien-être...
- ÉCOSSE : la pédagogie inclusive, de la théorie à la pratique... une vidéo sur www.canalc2.tv/video/13653

Un regard sur l'évaluation et l'inspection en Écosse :

- **Vu de France :**
http://cache.media.education.gouv.fr/file/GAAP/70/6/Evaluation_des_etablissements_Ecosse_403706.pdf
- **Et présentée par une inspectrice écossaise :** <https://journals.openedition.org/ries/3548>

Pour aller[R] plus loin...

... pour aller

➤ Concernant le syndicat écossais EIS :

- https://www.tuceducation.org.uk/pluginfile.php/96167/mod_resource/content/1/story.html
- <https://www.eis.org.uk/>
- <https://www.youtube.com/watch?v=7vA54LRCSKY&feature=youtu.be>



➤ Pour se replonger dans l'histoire des écrans et de l'éducation

- Raymond Borde et Charles Perrin, *Les Offices du cinéma éducateur et la survivance du muet (1925-1940)*, Presses Universitaires de Lyon, 1992.
- Josette Ueberschlag, Jean Brérault, *L'instituteur cinéaste (1898-1973)*, Publication de l'Université de Saint-Etienne, 2007.
- Gérard Berry, *L'hyperpuissance de l'informatique. Algorithmes, données, machines, réseaux*, Odile Jacob, 2017.
- « 50 ans de pédagogie par les petits écrans » : exposition en ligne sur le site de Canopé : <https://www.reseau-canope.fr/notice/50-ans-de-pedagogie-par-les-petits-ecrans.html>
- Guide pratique du CLEMI « La famille Tout-écran » : <https://www.cleml.fr/fr/guide-famille/guide-pratique-la-famille-tout-ecran.html>



► Pour prolonger la réflexion sur l'éducation à la culture

- La recherche sur le sujet n'est pas nouvelle. On la trouve déjà dans l'article de Crubellier Maurice. Éducation et culture : une direction de recherche. In: Histoire de l'éducation. n° 1, 1978. pp. 39-48. que l'on peut consulter sur le site persee.fr : https://www.persee.fr/doc/hedu_0221-6280_1978_num_1_1_912
- Jean-Gabriel Carasso, ancien dirigeant de l'ANRAT (association nationale de recherche et d'action théâtrale / théâtre éducation), en présente les enjeux :
https://www.le-lab.info/sites/le-lab.info/files/cr - jean-gabriel_carasso.pdf
- Philippe Meirieu, dans la revue « LA SCENE », n°72, mars-avril-mai 2014, pp. 28 à 33 présente l'éducation artistique et culturelle comme étant une pédagogie de l'ébranlement.
L'éducation artistique et culturelle : une pédagogie de l'ébranlement article à retrouver en ligne :
https://www.meirieu.com/ARTICLES/LA-SCENE_PH_MEIRIEU.pdf
- Qu'en est-il de l'éducation culturelle ? se demandait l'Union européenne en 2018 en analysant les pratiques dans les différents pays membres : <https://ec.europa.eu/epale/fr/blog/quen-est-il-de-l-education-culturelle>
- En France, le ministère de la Culture alimente un espace numérique dédié :
<http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Education-artistique-et-culturelle>



Pour aller[R] plus loin...

Quelques pistes...

► Pour mieux voyager et habiter le monde avec le tourisme culturel

- Laurentin, Emmanuel. « Un monde de touristes. Introduction », Esprit, vol. juillet-août, no. 7, 2016, pp. 37-44.
- Cousin, Saskia. « L'Unesco et la doctrine du tourisme culturel. Généalogie d'un « bon » tourisme », Civilisations, vol. 57-1, no. 1, 2008, pp. 41-56.
- « Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales » revue Autrepart 2006/4 (n° 40)
Éditeur : Presses de Sciences Po
- Pour mieux découvrir Arts et Vie : <https://www.artsetvie.com/qui-sommes-nous.html#page>



... pour aller plus loin

Quelques lectu[R]es...

du côté de l'histoire et des sciences sociales

- **Pierre Laborie**, *14-18, Penser l'événement 1940-1945*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2019.

Voici regroupés en un seul livre plusieurs écrits de l'historien Pierre Laborie, disparu en 2017. Spécialiste de l'histoire de la résistance et de la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi auteur de nombreuses études novatrices sur l'histoire de l'opinion publique dans cette période ou encore sur la mémoire multiple des années 1940-1945, il a laissé une œuvre magistrale dont on aura une vision complète grâce à ce livre, admirablement mis en forme et présenté par Cécile Vast, accompagnée par Jean-Marie Guillon et Olivier Loubes, autres spécialistes de ces années noires. Une lecture que nous conseillons vivement !

- **Patrick Boucheron, Antonio Negri, Thomas Piketty, Myriam Revault d'Allones, Elisabeth Roudinesco**, *Une certaine idée de l'Europe*, Paris, Flammarion, Champs actuel, 2019.

Ce livre reprend des conférences de plusieurs intellectuels français et européens sur le présent et l'avenir du projet européen. De nouvelles perspectives passionnantes sont ainsi tracées, tout comme l'évocation des impasses et des interrogations du moment. L'idée européenne, si décriée par moments, doit retrouver son souffle et doit en outre s'incarner concrètement dans un projet politique qui assure à toutes et tous davantage de justice et d'égalité. Chaque autrice et auteur de ce petit livre aborde donc sa vision de l'Europe. C'est à lire absolument !

- **Frank Georgi**, *L'Autogestion en chantier. Les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, éditions de l'Arbre bleu, 2019.

L'auteur, spécialiste de l'histoire du syndicalisme et du mouvement ouvrier, nous invite à redécouvrir une histoire aujourd'hui largement oubliée : celle à la fois de l'idée d'autogestion, perçue comme une forme originale de socialisme irriguant l'ensemble de la société française, et celle de l'influence de la Yougoslavie, pays qui pouvait donner un aperçu de ce modèle, tout en étant une dictature. Frank Georgi étudie donc avec brio l'influence de ce modèle sur la pensée de gauche dans la seconde partie du vingtième siècle. Cet ouvrage très riche nous présente tout un pan de l'histoire militante des années 1950 aux années 1980, une période aujourd'hui largement oubliée.

- **Agathe Cagé**, *Faire tomber les murs entre intellectuels et politiques*, Paris, Fayard, coll. « Raison de plus », 2018.

Comment nourrir la pensée politique afin de donner des outils pour agir au mieux ? C'est le point de départ de cette formidable étude d'Agathe Cagé. Pour elle, il est essentiel de renouer des liens forts entre les savants et les politiques. Aborder plusieurs thématiques comme celle de la fiscalité, de l'école, ou bien encore du care, l'autrice montre que des impasses politiques peuvent être évitées si le projet politique se nourrit des réflexions d'expert.e.s. On ne peut qu'adhérer à ce projet développé avec de

nombreuses références autant à l'actualité récente qu'aux travaux de nombreux chercheurs et chercheuses. L'ensemble de la société civile, des partis politiques et des syndicats a en effet beaucoup à apprendre des travaux les plus actuels des sciences sociales. Ce livre montre la voie vers la construction de nouvelles politiques publiques, mais aussi que de nouvelles coopérations entre savants et syndicats par exemple peuvent aider considérablement à agir au mieux au sein de la société française.

• **Olivier Grenouilleau**, *Nos petites patries. Identités régionales et État central en France, des origines à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2019.

L'auteur, spécialiste de l'histoire globale et de l'esclavage, aborde dans ce livre qui est une réussite un nouveau thème de recherche : l'étude identités régionales replacées dans le contexte français de l'État central, voulu par la monarchie mais aussi par la République. On retiendra en particulier les pages sur les liens entre l'identité régionale et l'identité nationale au début du XX^e siècle, période qui a constitué pour longtemps la matrice de l'identité française. Les « petites patries » sont-elles l'avenir de la nation France ? À l'heure où le gouvernement souhaite entamer un nouvel acte de décentralisation, ce livre permet de mieux comprendre les enjeux actuels. Une lecture chaudement recommandée.

• **Emmanuelle Reungoat**, *Enquête sur les opposants à l'Europe, à droite et à gauche, leur impact d'hier à aujourd'hui*, Lormont, éditions Le Bord de l'eau, 2019.

Ce livre arrive à un très bon moment : en effet, partout en Europe, on s'interroge sur les contours du projet européen et sur la pertinence de l'Union européenne. L'autrice revient donc sur l'histoire et l'actualité des forces politiques en France et sur leurs liens avec l'idée européenne, en montrant que les familles politiques opposées à l'Europe se trouvent aussi bien à droite qu'à gauche. On lira en particulier les pages consacrées aux courants d'extrême droite qui ont su à la fois porter un projet appelant à la disparition de l'Europe unie et accéder au sein du parlement européen à une reconnaissance nationale et internationale. Ce paradoxe montre toute la pertinence qu'il y a aujourd'hui à étudier les forces politiques nationales à l'échelle européenne. De plus, pour les partisans du projet européen, ce livre offre aussi une revue de détail de tout l'argumentaire anti-européen dont il est essentiel de bien cerner les contours multiples afin de mieux le combattre.

• **Antonio A.Casilli**, *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Paris, Seuil, 2019.

Partout, l'intelligence artificielle et le numérique deviennent plus indispensables. Mais cela entraînera-t-il la disparition du travail humain et l'omniprésence des robots ? L'auteur, sociologue spécialiste du numérique, aborde de front ces questions dans son dernier ouvrage. Il montre en particulier qu'il ne s'agit pas d'une révolution technologique sans humains à laquelle nous assistons. En effet, l'économie collaborative, les nouvelles formes numériques du travail, la dépendance aux écrans, tout cela entraîne au contraire la création de nouvelles tâches occupées par les humains pour rendre plus fluide l'espace numérique mondial. Un livre passionnant pour mieux comprendre l'importance des machines dans notre société mondialisée.

es lectures...

- **Antoine Tarrago**, *Léon Blum et l'émancipation des femmes*, Paris, Tallandier, 2019.

Ce livre, tiré du mémoire de recherche lauréat du prix de la fondation Jaurès 2016, offre un portrait subtil et passionnant de Léon Blum, acteur clé de l'histoire politique en France. Favorable à l'égalité femmes-hommes, Blum a voulu agir en faveur de la présence citoyenne des femmes, mais c'était sans compter sur les réticences de son époque. L'auteur a donc relu avec précision toute l'œuvre de Blum et a repris son action au pouvoir en 1936, pour mieux comprendre la défense des femmes faite par le dirigeant socialiste. Cette étude est passionnante et nous en conseillons vivement la lecture. Aujourd'hui où l'égalité femmes-hommes est encore un combat essentiel, ce livre d'histoire nous aide à mieux saisir les enjeux du présent.

- **Michaël Foessel**, *Récidive 1938*, Paris, PUF, 2019.

L'auteur, philosophe remarqué, s'est intéressé à la relecture des événements de l'année 1938 à travers la presse ancienne. Il nous offre une étude passionnante sur les liens entre le passé et le présent. Les affres de l'année 1938, marquée par la domination plus forte d'Hitler, la crise économique, le rejet de l'autre, aident-elles à mieux se positionner aujourd'hui face aux événements ? Foessel aborde cette question en philosophe et non en historien ; il fournit ainsi une grille de lecture de l'année 1938 vue avec les yeux d'aujourd'hui, à la fois plus personnelle et plus à même de donner du sens aux inquiétudes actuelles. Cet ouvrage fournit une réflexion particulièrement utile de nos jours.

- **Évelyne Heyer, Carole Reynaud-Palogot**, « On vient vraiment tous d'Afrique ? ». *Des préjugés au racisme : les réponses à vos questions*, Paris, Flammarion, Champs actuel, 2019.

Cet ouvrage est à mettre entre toutes les mains. Construit autour de questions de synthèse, il apporte toutes les réponses sur le phénomène du racisme, d'hier à aujourd'hui. Les autrices, respectivement généticienne et historienne, ont mis tout leur savoir à la portée de toutes et tous. C'est un petit guide que nous recommandons particulièrement !

Vous pouvez de plus retrouver toutes les semaines de nombreux ouvrages présentés par les autrices et auteurs sur la chaîne youtube de l'UNSA Éducation dans la rubrique « Vendredi lecture »

<https://www.youtube.com/watch?v=uy5jp9Cifuc&list=PLrywdEWHh39F6YDTd7yIFYBX2ly5EUOfX>

Pour aller [R] plus loin...

Ils ont cont[R]ibué... à la réalisation de ce numéro 3 de [R]

• **Béatrice Laurent** est notre spécialiste culture. Dans ce numéro, elle a rédigé l'article « *Expérience esthétique* » (pages 18-19) ainsi que « *Peut-on éduquer à la culture ?* » (pages 46 à 52).

« Je suis de celles et ceux qui ont reçu le dernier diplôme d'études supérieures d'instituteur. J'ai rencontré l'art et la culture à l'École Normale de Maxéville. Depuis ils ne m'ont plus quitté et j'ai eu à cœur de les diffuser auprès d'enfants, d'étudiants, d'adultes en formation. Partage de mes découvertes artistiques pour embarquer à mes côtés toujours plus de passeurs de culture, en direct ou à travers la publication de livres (tous édités par Canopé/Scénen), et maintenant par la rédaction d'articles pour les publications de l'Unsa Éducation ».

Maurice Mazalto

Même si nous avons pu
Admettre durant un temps,
Une
Relation
Indulgente, peu
Critique qui
Enjolie à l'excès...

Maintenant que les
Apparences
Zélées n'ont plus court,
Aigüisez vos impressions
Libérez votre sens critique
Traquez les traces sensibles
Ouvertes au regard.

mm.mazalto@orange.fr

• Professeur des Écoles, titulaire d'un Master en droit (Administration des entreprises), **Fabrice HENRY** a longtemps été investi à la MGEN (Secrétaire Général Adjoint et Délégué National, puis trésorier Général puis vice-Président Délégué). Il est depuis juin 2015 Président d'Arts et Vie (après avoir été précédemment le Trésorier puis le Vice-Président de l'Association). Il est également président du Fonds de dotation #Art Sans Exclusion (Fonds destiné à valoriser les œuvres d'artistes en situation de handicap ou de grande précarité).

• Inspecteur pédagogique régional en langues vivantes dans l'académie de Grenoble, militant syndicaliste, adjoint au secrétaire général du SNIA-IPR UNSA, syndicat des inspecteurs du second degré et conseiller national au sein de l'UNSA éducation, intéressé plus particulièrement au suivi international des questions éducatives au sein du secteur éducation, **Christain Champendal** réalise dans ce numéro la présentation du système éducatif de l'Écosse pages 28 à 33.

• **Yann PLAY** Graphiste chez TACTIC IMPRESSIONS, a réalisé la mise en page de ces deux premiers numéros de la revue [R].
« C'est pour moi un réel plaisir de participer à cette aventure éducative et culturelle qui me procure un réel bol d'[R] ».

• Il revient à l'historien qu'est **Benoît Kermoal** de nous éclairer sur les évolutions de notre système éducatif, ce qu'il fait ici sur « *L'école et l'écran* » (pages 34 à 43).
« Je suis chargé de mission au secteur société de l'UNSA Éducation, délégué pour l'histoire sociale du Centre Henri Aigueperse, doctorant à l'EHESS où je termine actuellement une thèse en histoire (« Les Socialistes au combat. Guerre, violence et culture militante, Bretagne 1914-1940 »). Je suis également expert histoire pour la fondation Jean-Jaurès, membre du conseil d'administration de la Société d'études jaurésiennes. Spécialiste d'histoire du mouvement ouvrier et du syndicalisme enseignant. Dernière publication : « Les Haines contre Jaurès » in Vincent Duclert (dir.), Jaurès contemporain, éditions Privat, 2018 ».

• Rédacteur en chef de la revue [R], **Denis Adam** s'est penché sur la [R]éflexion de saison « *Débattre* » (pages 6 à 9) et sur ce que nous apprend la [R]echerche « *Du dérèglement climatique* » (pages 11 à 17).
« Tombé tout petit et sans le savoir, dans le bain bouillonnant de l'Éducation populaire, voici 35 ans que je tente de tricoter engagement éducatif, syndical et culturel. Instituteur puis conseiller d'éducation populaire, je codirige le master 2 Dynamiques culturelles de l'université Paris 13. Après avoir été secrétaire général du SEP-UNSA (syndicat de l'éducation populaire) et secrétaire national de l'UNSA Éducation (en charge du secteur Éducation, culture et international), je suis depuis mars 2018 le délégué général du Centre Henri Aigueperse-UNSA Éducation, à l'origine de la revue [R] ».

• **Claudie Allaire et Fabrice Coquelin** (membres du bureau du Centre Henri Aigueperse) assurent la lourde tâche de veiller à ce qu'il ne reste pas trop de fautes dans notre revue et ont donc le plaisir de découvrir tous les articles en premier...

• **Olivia Giboz** est artiste. Elle nous offre ses œuvres plastiques pour nous donner « *un peu d'air* » (page 26).
« Fille de l'école et des arts, j'aime raconter des histoires en tout genre. Jongleuse de récits, encadreuse d'élèves et praticienne du geste coloré ; je joue des matières et des pratiques artistiques pour transmettre et émouvoir. Au plaisir de vous croiser ! ».

À bientôt...

pour un nouveau [R]egard sur notre monde

culturel
et éducatif

[R]

Retrouvez dès septembre 2019 [R] N° 4...



Culture(s) et Éducation scolaires, universitaires, populaires

Vous avez en mains [R].

[R] est une revue, presque un livre, un mook (contraction de magazine et de book en anglais) pourrait-on dire.

[R] est une publication consacrée aux cultures et à l'Éducation sous toutes leurs formes.

[R] est ancrée dans l'actualité, enrichie par un regard constructif sur les événements passés, nourrie par les analyses et les résultats de la recherche.

[R] s'adresse à toutes celles et tous ceux qui veulent réfléchir au monde d'aujourd'hui pour participer à la construction de celui de demain.

[R] est un objet de culture(s) et d'Éducation, dans ce qu'elles ont de populaire c'est-à-dire de partagé, de vivant, d'évolutif, de novateur.

Vous avez en mains [R] et cela tombe bien, car [R] est faite pour vous !

sudel.fr
LES ENSEIGNANTS HUITIÈRES



N° ISBN en cours d'attribution - 15€



9780733426094